

# Horizons et débats

AZA  
9602 Bazenheid  
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Matières premières, géopolitique et logistique génocidaire

### Les ultimes «dons» du néo-colonialisme occidental?

par Rais Neza Boneza\*



Rais Neza Boneza  
(photo mad)

Arrêtons de nous cacher derrière un langage qui perd son sens. Ses formules habituelles – recyclées, polies, répétées – n'éclairent plus rien; elles brouillent les vraies responsabilités.

Dans ce chaos qui nous est présenté, chaque jour, comme notre normalité, il n'y en a, au fait, rien d'intrinsèquement confus, rien de si complexe à échapper à notre raison. Parler de «complexité» ou qualifier des régions de ce monde de «critiques» n'explique pas la triste réalité – il l'adoucit. Cela crée de la distance. Cela transforme quelque chose de concret, imputable à des êtres humains responsables, en une abstraction vague favorisant leur anonymat.

Et surtout, face au langage recyclé de nos «élites», leurs récits diplomatiques, méticuleusement construits pour rassurer le public et sauver les apparences: ils ne s'emploient guère pour dissimuler les faits – non, ils sont fait pour accompagner ce qui est à voir dans toute sa brutalité – net, frontal, sans l'anesthésie des euphémismes – mais pour nous imposer leur brutalité, nous faire accepter ce qui est inacceptable comme normalité. Ce ne sont plus des excuses. C'est la parole de la logistique: un système de pipeline et de chaîne d'approvisionnement. Efficace. Rationalisée. Mondialisée. Les ressources y entrent, les cadavres en sortent. Les profits par contre restent, tournant en continu. Le génocide se transforme en nécessité – économique.

Et quelque part au milieu – climatisés, vêtu élégamment, s'exprimant en langage «diplomatique» – se trouvent ceux qui rendent tout cela possible, en diffusant des communiqués se voulant paternalistes et circonspects pendant qu'en coulisses, le génocide est facturé comme simple colonne de dépenses budgétaire.

#### Commençons par le Soudan

Les *Forces de soutien rapide (RSF)*<sup>1</sup> ne se sont pas réveillées un bon matin en décidant, par caprice, d'industrialiser leurs atrocités, sophistiquement entraînées par des spécialistes tortionnaires. Elles ont été rendues possibles. Armées. Financées.

Entrent alors en scène les *Emirats arabes unis (EAU)* – un ensemble étatique qui a perfectionné l'étrange prouesse d'être

à la fois une destination touristique cinq étoiles et le *FedEx* des guerres par procuration.

L'accord le permettant à été repoussant tout en frôlant la beauté obscène:

Les armes, l'argent, la logistique entrent.

L'or des mines contrôlées par les RSF sort.

Cet or qui est ensuite raffiné, monétarisé, puis poliment rebaptisé – tout cela loin du vacarme.

Ces affaires reposent solidement sur les soixante-dix pourcents de la totalité d'or soudanais récupéré. Qui est transporté, quasiment première classe, à travers d'une sorte d'«oléoduc» invisible. Pour être affiné, aseptisé, réintroduit dans les marchés mondiaux où personne insiste sur des questions gênantes concernant les empreintes.

Si la question vous a jamais passé par la tête à quoi ressemble un génocide perpétré au travers de l'application *Excel*, cela correspondra précisément à ce scénario officiel: des colonnes impeccables, des courbes ascendantes et non pas la moindre association concernant les fosses communes sur lesquelles ce genre d'arithmétique mortelle est construite. Ensuite, la géopolitique du goût de nos «élites» a fait ce qu'elle fait toujours, à perfection: elle s'en est lassée pour diriger son attention à une autre région prometteuse.

Le 28 février 2026, l'Iran et Israël échangent des missiles comme des cadeaux toxiques de Saint-Valentin. Du jour au lendemain, les Emirats se heurtent à d'autres priorités que leur portefeuille soudanais. Les chaînes d'approvisionnement se tarissent. Les champs de bataille se déplacent. Et une vérité simple réapparaît: même les génocides dépendent de la logistique et des flux financiers, selon un principe banale: pas de camions, pas de munitions. Pas de munitions, pas de «conflit complexe».

#### Mais le Soudan, ce n'est pas l'or seulement. C'est de la géopolitique.

Un corridor, un cordon (tout autre qu'humanitaire). Un lieu d'observation, d'interception, de redirection silencieuse de ce qui coule entre l'Iran, le Gaza, les Emirats et n'importe où ailleurs.

Ce qui explique l'obsession de «l'alignement» sur le système établi. De sa «stabilité». De s'assurer que le Soudan s'intègre parfaitement dans l'architecture des relations «normalisées». Un Soudan brandissant le drapeau des *Accords d'Abraham* a donc été hautement désirable.

Les *Accords d'Abraham* – leur offert comme cadeau par les Etats-Unis, en 2020. Commercialisés en tant qu'«accords de paix». Livrés comme une liquidation, petits caractères inclus.

Le marché était simple: Des Etats arabes (Bahreïn et les EAU) normalisent leurs relations avec Israël. Israël gagne en légitimité, en espions, en marchés d'armement. Les Emirats obtiennent des technologies militaires de pointe et des sceaux d'approbation occidentaux. Et la Palestine? Elle reçoit une brochure illustrée sur la coexistence en termes en ne peut plus nébuleuses – savamment éditée pendant qu'en temps réel des maisons de sa population sont «rasées». Avant ces accords, l'opposition arabe – incohérente, certes – offrait aux Palestiniens un certain degré d'influence. Après? Ce levier a disparu plus vite qu'un communiqué médiatique après un attentat.

La paix devient extrêmement rentable lorsqu'on élimine les personnes qu'elle est censée protéger.

#### Cette architecture prédatrice est applicable à d'autres «régions critiques»

Bienvenue au Congo, appelé «République démocratique». Même scénario. Distribution de rôles appropriée:

– le Rwanda soutient son armée de procuration, le groupe armé M23, pendant que ses mercenaires «sécurisent» les territoires riches en minerais, comme dans la région de Rubaya<sup>2</sup> ...

– *Les populations civiles paient le prix – fusillades, incendies, viols, déplacements forcé dans un village après l'autre..., tout résumé, de l'autre côté du monde, par le terme évasif de «préoccupations humanitaires».*

– Tandis que, sous le chaos perpétuel, sont extraits: coltan, cobalt, lithium, or, niobium... les minerais donc qui alimentent le cœur de vos portables, ordinateurs, de votre puissance technologique, de votre existence numérique, de toute votre «transition dans un avenir vert». (Et qui, en plus, façonnent nos guerres modernes avec leurs technologies d'armes basées sur le numérique qui, lui, dépend techniquement entièrement des «terres» appelées «rares», et ce pour cause!)

Et ensuite? Le tout blanchi via le Rwanda. Exportés (déclarés comme produits *rwandais*) vers les Emirats, l'Asie, les Etats-Unis et l'Europe. A quoi bon perturber un modèle économique tellement performant?

Et lorsque certains pensent que le fondement moral qui le légitime ait atteint son niveau le plus pas – voilà à nouveau ce grandiloquence qui propose, là-aussi, son autre «accord de paix».

Entre alors *Donald Trump* sur scène, négociateur par nature et origine, qui réalise ce qui ressemble à l'arrangement trompeux «minerais contre paix». Son code diplomatique: «Voyez donc comment nous faisons pression sur les auteurs des difficultés – très doucement, il est vrai, à l'aide de ma plume – tout en leur garantissant que l'extraction continue, sans accrocs, et pour le bien de tous...».

Les soldats du Président rwandais *Paul Kagame*, malgré ses implications largement documentées aux atrocités et massacres à grande échelle, en ressortent, au moins dans le monde occidental, non pas comme criminels de guerre, mais comme partenaires à respecter. Un partenariat idéal pour construire ce genre de paix.

Face à cette «complexité» soigneusement mise en scène, tirons-en quelques vérités nues.

#### Tirons-en les conclusions principales actuelles!

Elles sont autant logiques que mafieuses. Des réseaux presque identiques arment les RSF au Soudan, profitent de l'or soudanais, achètent des armes israéliennes, bénéficient des architectures politiques construites pour anéantir les Palestiniens et garantissent le blanchiment des minerais congolais, extraits dans le sang de toute une population sans défense.

Des continents différents. Le même programme de «croissance» trompeuse. Une seule boucle. La même arrogance sanguinaire. Avec des gestionnaires régionaux.

Ce n'est pas une coïncidence. C'est un concept.

Et puis, comme toujours, quelqu'un finit par lever la main: «Et le Nigéria? Le Niger? Le Mali? Le Mozambique? Et quid des chrétiens, là-bas...?»

Comme si ces centres «critiques» étaient isolés, les uns des autres. Comme si le monde ne s'était pas transformé, au moins pour certains, en une grande plateforme logistique où la souffrance est méticuleusement calibrée par régions. Pour mieux gérer l'inventaire.

Voici donc la vérité inconfortable: toutes ces danses macabres ne sont pas des tragédies accidentelles. *Ce sont des résultats coordonnés*. Ainsi, souscrire au «Free Palestine», ce n'est pas tout juste lancer un slogan en l'air. C'est activer un levier. Car la Palestine se trouve au cœur, symboliquement et politiquement, de cette mécanique – là où normalisation, militarisation, éradication et profit s'entremêlent le plus étroitement possible – et au grand jour.

Tirez donc à un de ces fils – allez-y, tirez résolument! Tout se déroulera aussitôt, comme les mailles d'un tissu tricoté troué: ces accords, ces alliances – et ces silences qui le camouflent. Et soudain, toute cette chaîne d'approvisionnement, nourrissant le génocide, évident et démenti à la fois – se démasquera.

Mais cela supposerait, bien sûr, un vrai geste radical. Pas un sommet de plus. Pas une énième déclaration hypocrite de «profonde préoccupation...».

Juste un acte simple: dénommer de son nom le système pervers et sadique. Refuser, ensemble et sans céder, ce qu'il nous vend. S'en désabonner. Dans les faits et dans le cœur. Pour de bon. •

<sup>1</sup> Les *Forces de soutien rapide (FSR)* sont un groupe paramilitaire soudanais qui, jusqu'à sa destitution, était sous le commandement du président *Omar el-Béchir* et a ensuite participé au gouvernement militaire. Depuis la mi-avril 2023, les FSR tentent de prendre le contrôle du territoire soudanais; dans de nombreuses régions du pays, elles attaquent des installations appartenant aux forces armées et au gouvernement soudanais. Les analystes estiment qu'il y a entre 70 000 et 100 000 combattants des FSR au Soudan. Apparues en 2013, les FSR sont composées en grande partie de membres de la milice nationaliste arabe Janjawid, qui a combattu aux côtés du gouvernement soudanais lors du conflit du Darfour et est tenue responsable de nombreuses violations des droits de l'homme et de crimes de guerre. Leur commandant est le lieutenant-général *Mohammed Hamdan Daglo*. (Note de la rédaction)

<sup>2</sup> La mine de Rubaya, située dans la proximité de Goma, est la plus grande mine congolaise d'exploration de Coltan qui produisait les 3/4 de l'export congolais de ce minerais clé pour la technologie numérique internationale. Depuis l'attaque et l'occupation de grandes parties du Congo de l'Est par les troupes sous le commando du M23, l'armée de procuration du Rwanda, dès l'été 2024, la mine de Rubaya est sous contrôle militaire du M23, donc du Rwanda. Des enquêtes sérieuses insistent sur ce que l'exploration de cette mine par le M23 se passe illégalement et au profit du Rwanda. Le plan «de paix» de Trump légalise ce détournement au détriment de la République démocratique du Congo tandis que dans les mines mal sécurisées les travailleurs à contrat, peuplant précairement des camps improvisés à toiles, proches des tunnels d'extraction, sont exposés aux fréquent déboulements des couloirs. (Note de la rédaction)

Source: <https://rboneza.substack.com>, 22 avril 2026

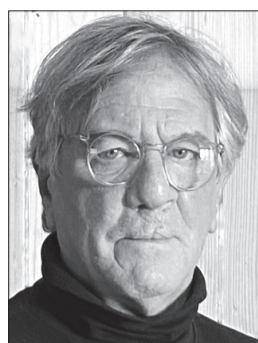
(Traduction de l'anglais par *Horizons et débats*, autorisée de l'auteur)

\* Rais Neza Boneza est né en 1979 au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo). Il vit actuellement en Norvège en tant que chercheur et militant pour la paix. Auparavant, il a vécu dans l'est et l'ouest de la République démocratique du Congo, ainsi qu'au Rwanda, au Burundi et en Ouganda. Il parle sept langues africaines et plusieurs langues européennes. Il a collaboré avec Johan Galtung, l'un des fondateurs de la recherche sur la paix. Outre son travail de consultant et de conférencier pour diverses ONG et institutions à travers le monde, il est cofondateur de *Transcend Global*, un réseau dédié à la paix, au développement et à l'environnement. Ouvrages sélectionnés: *Peace By African's Peaceful Means* (2005), ISBN 978-1-5934-4099-2; *Nomade, sous l'exil* (2006), ISBN 978-1-4116-0990-7; *Nomade, poète réfugié* (2019), ISBN 978-0972699617; *Eldorado blanc, fièvre noire* (2019), ISBN 978-8-2998-5413-9; *Emeraude noires* (2020), ISBN 978-8-1825-3034-8; *Poésie informe* (2024), ISBN 978-1779331519

# La guerre en Iran est le résultat d'un coup d'état silencieux

## La lente prise de contrôle de Washington par le gouvernement sioniste

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence  
(photo ef)

Que le régime israélien ait profondément infiltré le gouvernement américain n'est pas une découverte. Actuellement, par le biais des lobbies pro-sionistes extrêmes à Washington, Israël contrôle de fait les deux chambres du Congrès. Cela vaut également pour l'administration Trump elle-même: Israël et ses partisans sionistes aux Etats-Unis ont soutenu Trump depuis ses débuts sur la scène politique nationale, il y a onze ans. De riches Juifs américains agissant pour le compte d'Israël ont fait don de 90 millions de dollars à la première campagne présidentielle de Donald Trump, en 2016, et d'au moins 100 millions de dollars lors de sa seconde campagne. Israël exerce son contrôle sur Donald Trump.

Ce sont là des faits notoires. Il faudrait pourtant remonter bien long pour tomber sur la moindre mention les concernant, dans les médias grand public ni dans le débat public américain. Non, l'ingérence d'Israël dans la politique et le pouvoir américains fait partie de ce que j'appelle le «Grand Non-dit américain».

### Le grand «non-dit»

Ce grand non-dit est là depuis longtemps, ayant gonflé jusqu'à atteindre sa grotesque taille actuelle, cela depuis que les factions politiques de Washington ont entrepris de consolider leur empire après les victoires de 1945 sur le champ militaire. Cette inconscience collective a pour conséquence «l'empire de l'illusion», comme il a été dénommé ces derniers temps pour caractériser cette évolution déplorable.

Venons-en donc à la dernière et décisive étape dans l'inventaire du grand non-dit. N'importe quel observateur attentif constate que la «guerre de Trump» – ainsi que l'on désigne couramment l'agression américano-israélienne contre l'Iran – n'est pas la guerre de Trump: c'est celle de Netanyahu. Mais ce secret étatique ne peut être prononcé qu'au sein des cercles dissidents et dans les médias indépendants. Car le qualifier de «guerre de Netanyahu» ou de «guerre d'Israël» serait avouer que les Américains gaspillent des milliards de dollars pour mener le combat d'un pays étranger, que les Etats-Unis enfreignent quotidiennement le droit international au nom de ce pays étranger, et que nombre d'Américains sont morts déjà pour avoir servi les ambitions expansionnistes d'un régime immoral voué à exercer une domination brutale sur ses voisins du Moyen-Orient.

### Contrôle direct de la Maison Blanche

Mais surtout, qualifier l'opération américano-israélienne de «guerre d'Israël» ou de «guerre de Netanyahu» plutôt que de «guerre de Trump», reviendrait à dire que le régime sioniste au pouvoir et son lobby, après des décennies d'ingérence dans la politique américaine, contrôle désormais directement la Maison Blanche. Et cela figure en place privilégiée parmi les divers «Grands non-dits» qui ont marqué le début du second mandat de Trump – tout comme cela avait été le cas lorsque Joe Biden avait autorisé officiellement le génocide israélien perpétré dans la Bande de Gaza.

Et voilà qu'enfin, ce grand non-dit vient d'être dénommé franchement. Les Américains attentifs se voient désormais confrontés de plein fouet face à la mainmise d'Israël sur le pouvoir exécutif du gouvernement américain.

L'événement marquant est survenu complètement inattendu, autant de sa manière que de sa source. Depuis longtemps déjà, Le *New York Times* est considéré par les Américains comme «le journal de référence de la communauté juive américaine», selon les termes employés il y a quelques années par l'un de ses journalistes chevronnés, tout en s'abstenant de publier des articles critiques sur «l'Etat juif».

### Le rôle-clé du «New York Times»

Mais, reflétant une fracture de plus en plus manifeste parmi les Juifs américains depuis que le régime de Netanyahu a commencé à entraîner Israël vers les extrêmes de la barbarie et de la criminalité, c'est le Times qui a enfin imposé, dans le débat public, toute la portée alarmante de l'influence d'Israël sur la politique américaine s'imposant jusqu'à la Maison Blanche – faisant passer ce qui était «indicible» au «dicible». Le fait est incontournable: Maggie Haberman et Jonathan Swan, deux correspondants du «Times» à la Maison Blanche, ont publié, le 7 avril, sous le titre «Comment Trump a entraîné les Etats-Unis dans la guerre contre l'Iran», un rapport exhaustif sur les délibérations du régime Trump précédant l'agression EU-israélienne de l'Iran. Avec leur action, les deux journalistes ont produit un travail exceptionnel. Il mérite amplement l'attention mondiale qu'il a reçue depuis sa publication actuelle dans les colonnes du «Times».

### Netanyahu arrivé à Washington pour y tirer les ficelles au «situation room»

Faisant preuve d'une rigueur exemplaire, Haberman et Swan commencent par décrire la scène qui s'est déroulée dans la *situation room*, «salle de crise» de la Maison Blanche, le 11 février 2026 – lors de la décisive séance fixée sur la dernière des nombreuses visites de Netanyahu aux Etats-Unis, depuis l'entrée en fonction de Trump il y a 15 mois. A cette occasion, le Premier ministre israélien a présenté en détail ses arguments prônant l'attaque conjointe américano-israélienne qui a débuté, en réalité, 17 jours plus tard. Je tiens à souligner qu'il est sans précédent qu'un dirigeant étranger soit autorisé à mettre pied dans la *situation room*, «sanctuaire» réservé à ceux qui planifient et mettent en œuvre la politique américaine, sécurisé par le mur du silence envers l'extérieur. Cette réunion était si hautement confidentielle qu'elle fut même dissimulée à ce groupe de membres du cabinet de Trump qui n'appartiennent pas à son cercle le plus intime. Tout comme le Congrès, légalement chargé d'autoriser la guerre, en restait ignorant. En plus, ce même rapport nous informe du détail significatif que le Premier ministre israélien n'était pas seulement présent à cette occasion inhabituelle: il était placé et traité aux commandes de ce qui en a résulté!

Grâce à leurs nombreuses interviews menées auprès des personnes présentes, les correspondants du Times arrivent de donner au lecteur le film même de ce qui se jouait au cœur de la salle où Netanyahu est invité de présenter son projet «d'opération». Ce qu'ils nous rapportent dépasse toute imagination. En effet, c'est à ce moment précis que Netanyahu (qui passe depuis longtemps pour maître dans l'art de manipuler le 47<sup>e</sup> président américain, si facilement influençable) arrive à son but central lorsqu'il trace les grandes lignes de l'attaque du 28 février.

Voici la description faite par Haberman et Swan:

*M. Trump s'est assis, non pas à sa place habituelle en bout de la table de conférence en acajou, mais sur un siège situé sur le côté, face aux grands écrans fixés au mur. M. Netanyahu s'est assis de l'autre côté, juste en face du Président. Derrière le Premier ministre, on pouvait voir à l'écran David Barnea, le directeur du Mossad, les services de renseignement extérieurs israéliens, ainsi que des responsables militaires israéliens. Visuellement alignés derrière M. Netanyahu, ils donnaient l'image d'imperator entouré de son état-major.*

A cela s'ajouta le compte rendu détaillé par Netanyahu de l'argumentaire en faveur d'une attaque armée massive contre la République islamique, développé et articulé en quatre

étapes: cette «opération» ayant pour but d'assassiner les dirigeants iraniens, de détruire l'armée iranienne, de provoquer ainsi le soulèvement populaire et de mener à bien un «changement de régime» qui mettrait en place de nouveaux dirigeants, favorables à Israël et à l'Occident. Le dirigeant israélien n'a pas ménagé ses efforts pour jouer la carte des angoisses évoquées amplement, comme il le fait toujours lorsqu'il s'adresse aux responsables américains: l'Iran serait à une semaine de disposer de l'arme nucléaire, ses missiles seraient capables d'atteindre l'Europe, ce qui lui permettrait ensuite d'attaquer les Etats-Unis.

### «Well – sounds good to me...»

Parmi les autres personnes présentes dans la salle, certains – notamment le secrétaire d'Etat Marco Rubio, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, le directeur de la CIA John Ratcliffe et Daniel Caine, président du Comité des chefs d'état-major, ont interrogé Netanyahu sur les risques potentiels, mais aucun d'entre eux ne s'est prononcé sur la question décisive – oui ou non à ce scénario ambitieux. D'après Haberman et Swan, c'est Trump qui, reprenant le rôle principal, a conclu en laissant tomber: «Well, sounds good to me...» (Eh bien, quant à moi, ça me semble pertinent).

Dans ces quelques mots – prononcés avec désinvolture, à l'américaine, comme le ferait quelqu'un qui hausse les épaules en signe de respect devant la supériorité des connaissances d'autrui – l'étendue de la soumission de Donald Trump envers le jeu dominateur qu'Israël a exercé sur lui, tout au long de sa carrière politique nationale, est évidente. D'autres réunions s'ensuivirent entre ceux qui étaient présents lors de l'exposé du Premier ministre israélien, le 11 février. A l'exception notable de Hegseth, un belliciste fanatique aussi obsédé que Netanyahu par la destruction de l'Iran, tous ceux qui viennent d'être cités ont jugé le plan en quatre volets du Premier ministre comme pas assez sérieux à des degrés divers. Ratcliffe, directeur de la CIA, a qualifié certaines parties de ce plan de «désionvolte». Le secrétaire d'Etat Rubio aurait qualifié cela de «bullshit» (vulgaire pour niais) même; mais aucun de ceux qui ont remis en cause les projections fantaisistes de Netanyahu n'a fait part de son point de vue à Trump. Tous, ainsi que d'autres personnes présentes dans la salle, devaient leur carrière politique aux lobbies sionistes et à de riches donateurs juifs. Ils se comportaient, à en juger du rapport cité, en tant que fantoches au service d'Israël – qui les tient également à sa merci.

### Absence de véritable opposition

Le 26 février, une dernière réunion s'est tenue dans la Situation Room. J. D. Vance, vice-président de Trump et le seul de son entourage rapproché à s'être clairement opposé avant à une attaque contre l'Iran, n'avait assisté à aucune des séances préliminaires. Selon Times, Trump aurait fait le tour de la table pour solliciter l'avis des uns et des autres. Il n'avait recueilli que de hésitations très vagues, rien de plus. Le Times cite Vance en ces termes: «Je pense, et vous le savez, que c'est une mauvaise idée, mais si vous voulez la mettre en œuvre, je vous soutiendrai».

A propos des dernières minutes de la réunion, au moment crucial, Haberman et Swan résumant ainsi la situation:

*Tout le monde s'en est remis aux intuitions du président. On l'avait vu prendre des décisions audacieuses, courir des risques incalculables et, d'une manière ou d'une autre, s'en sortir vainqueur. Nul ne voulait plus désormais lui faire obstacle. «I think we need to do it» (Je pense que nous devons le faire), a déclaré le Président en s'adressant aux personnes présentes. Il a ajouté qu'il fallait s'assurer que l'Iran ne soit pas en mesure de se doter de l'arme nucléaire, et qu'il fallait également empêcher de tirer des missiles sur Israël ou sur l'ensemble de la région.*

*L'après-midi suivant, à bord d'Air Force One, 22 minutes avant l'échéance fixée par le général Caine, M. Trump a envoyé l'ordre suivant: «L'opération Epic Fury est approuvée. Pas question d'annuler. Bonne chance.»*

### Contre toute évidence, ils continuent de parler de «la Guerre de Trump»

Les articles du *New York Times* consacrés aux circonstances ayant conduit à la décision d'attaquer l'Iran ont ouvert les yeux à de nombreux Américains redéfinissant les termes du débat américain sur Israël. Mais relisez le titre de l'article de Haberman et Swan: le Times attribue toujours à Trump la décision d'entrer en guerre. Aux yeux du Times, cela reste «la Guerre de Trump», alors même que c'est Netanyahu qui en a dicté les termes et que Trump s'est contenté de signer l'ordre autorisant le plan des sionistes.

Les vieilles illusions tendent à la longévité. Le Times n'a pas non plus, comme il en a si souvent l'habitude, fourni l'évolution détaillée et le contexte de la réunion du 11 février à la situation room, pas plus que des délibérations qui ont suivi. Il n'est fait aucune mention des liens que toutes les personnes présentes lors de ces réunions entretiennent avec les sionistes, ni de la manière dont les Israéliens ont courtisé Trump depuis son apparition sur le devant de la scène nationale. Il a éclipsé que les bellicistes au pouvoir en Israël le considèrent comme la personnalité politique américaine la plus susceptible de se plier aux exigences du régime sioniste qui s'efforce depuis longtemps de persuader les Etats-Unis que la guerre contre la République islamique serait imminente. Le 11 février n'était donc que la partie visible de l'iceberg et doit être considéré comme tel: l'aboutissement d'une manœuvre de diversion stratégique menée depuis des décennies.

### Max Blumenthal: «Tous les proches de Trump défendent les intérêts d'Israël»

Max Blumenthal, rédacteur en chef et fondateur de la plate-forme *The Grayzone*, a accompli un travail formidable afin de révéler au grand jour cette longue histoire. On retrouvera ici l'interview de 19 minutes qu'il a récemment accordée à CGTN, la chaîne anglophone du China Global Television Network. Au moment donné, Blumenthal fait remarquer: «Tous ceux qui entourent Trump défendent les intérêts d'Israël.»

Et voici, dans le cadre d'une discussion portant notamment sur la réunion du 11 février, un extrait d'une interview de 40 minutes que Blumenthal a accordée à Glenn Diesen ce week-end<sup>3</sup>:

*«Cette réunion a été l'aboutissement d'innombrables années de travail de terrain, de manipulation, de conditionnement, de menaces, de récompenses, de politique de la carotte et du bâton menée par Israël et ses intermédiaires aux Etats-Unis, qui sont précisément les personnes que l'on retrouve dans l'entourage de Trump. Il s'agissait en substance d'un coup d'Etat dont cette guerre a été le résultat.»*

suite page 3

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

\* Patrick Lawrence, correspondant étranger de longue date, principalement pour l'*International Herald Tribune*, est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son avant-dernier ouvrage, «Time No Longer: Americans After the American Century», a été publié par Yale en 2013. Son dernier livre, «Journalists and Their Shadows», a été publié par Clarity Press en 2023. La traduction allemande, intitulée «Journalisten und ihre Schatten», est sortie en mars 2025. Son site web est [patricklawrence.us](http://patricklawrence.us). Soutenez son travail sur [patreon.com/thefloutist](http://patreon.com/thefloutist). Les causes qui rendent ce geste particulièrement nécessaire sont exposées dans «Journalisten und ihre Schatten»

## Une déclaration adressée à la conscience de chaque être humain

«Aux penseurs, aux universitaires et à tous ceux qui croient en la justice»

C'est un spectre qui hante actuellement notre conscience collective: le retour du pouvoir prédateur. Mais il ne devra plus désormais se maintenir sans rencontrer de résistance.

En 249 ans d'existence, soit depuis 1776, les Etats-Unis ont accumulé un bilan d'atrocités digne d'une époque barbare et pré-civilisée: un empire prédateur érigé sur les cadavres de nations, du génocide de près de 5 millions d'autochtones à l'esclavage brutal de plus de 4 millions d'Africains, en passant par le lynchage de plus de 4 000 citoyens noirs dans le cadre des lois *Jim Crow*. Comptant plus de 800 garnisons militaires contaminant plus de 90 pays et territoires étrangers, ils ont mis en place une doctrine de prédation absolue. De l'horreur génocidaire du Vietnam, avec plus de 3 millions de morts à l'anéantissement du Cambodge, où 2 millions de personnes ont péri sous la terreur soutenue par les Etats-Unis, au massacre systématique des Coréens, qui a coûté la vie à plus de 4 millions de personnes, en passant par la destruction de l'Irak et de la Libye, où un million d'Irakiens et des dizaines de milliers de Libyens ont été dévorés par le feu américain.

Pourtant, le système rationnel censé régir le monde avait autrefois aidé l'humanité à dépasser de telles pratiques. L'humanité avait relégué cette barbarie aux oubliettes de l'histoire. Cependant, actuellement nous assistons à son retour. L'immolation systématique et sans fin de Gaza – qui a vu le massacre de plus de 77 000 civils palestiniens – est le résultat du soutien continu apporté au régime israélien génocidaire. L'ampleur de cette atrocité révèle une vérité incontournable: ces pratiques pré-civilisées sont de retour, et Washington en est une fois de plus devenu son complice volontaire. Tel est le credo démoniaque du «tout pour nous, rien pour les autres». Avec une rapacité éhontée, il revendique la propriété des ressources mondiales – qu'il s'agisse du pétrole du Venezuela, des richesses minérales du Groenland ou des réserves énergétiques du Canada – comme des biens lui revenant de droit. Et aujourd'hui, ce regard vorace se pose sur l'Iran. Car l'Iran – qui détient plus de 7 % des richesses minérales et énergétiques mondiales – est considéré comme la dernière cible à piller.

Pourtant, il ne s'agit plus d'une question d'économie mais d'une question d'honneur. Le monde est témoin de l'engagement actif des Etats-Unis dans une entreprise criminelle appelée la «guerre du Ramadan» contre la nation iranienne. Ce massacre en cours a déjà coûté la vie à 208 enfants innocents. Que

le monde retienne cette date: 168 d'entre eux étaient des petites filles, des élèves de l'école primaire *Shajareh Tayyebeh* de la ville de Minab en Iran, fauchées dans leurs salles de classe par la terreur orchestrée par les Etats-Unis.

Leurs manœuvres inutiles et désespérées visent à provoquer ce qu'ils appellent un «changement de régime» et à fragmenter l'Iran, afin de priver la nation de sa souveraineté et, par là même, de faciliter le pillage systématique de ses ressources. Dans la poursuite de cette dépravation ultime, les Etats-Unis ont brutalement assassiné le chef spirituel et intellectuel de l'Iran, l'ayatollah *Seyyed Ali Khamenei* – mondialement reconnu pour être une voix contre la tyrannie et le terrorisme – ainsi que sa famille.

Ils ont mené une guerre de terreur ciblée contre les piliers mêmes de l'Etat iranien. A ce jour, l'agression américaine a coûté la vie à 39 hommes politiques iraniens, dont le Dr *Ali Larijani*, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et génie scientifique. Aujourd'hui, l'insolence a atteint son paroxysme. Sur les réseaux sociaux, le président américain menace ouvertement le peuple iranien de détruire ses infrastructures énergétiques. Tel est l'esprit dépravé d'une civilisation en décomposition. L'effondrement moral de l'Occident trouve son incarnation dans la figure pathétique de M. *Trump*, un homme dont la gestion catastrophique de ces deux dernières années a épuisé non seulement le monde, mais également son propre peuple. L'heure est venue de déclarer d'une seule voix: «Ça suffit!» Le temps du pillage est révolu.

Mais les Etats-Unis ont commis une terrible erreur d'appréciation. Ce qui se dresse face à eux n'est pas simplement une nation, mais une civilisation qui a transformé en arme son propre ADN: un génie organisationnel ancestral fusionné avec la souveraineté scientifique du XXI<sup>e</sup> siècle. Telle est la réalité de la dissuasion active de l'Iran: une puissance mondiale qui dicte les conditions de l'engagement, imposant un retrait stratégique en réécrivant les règles mêmes de la défense active. Aujourd'hui, sa réorganisation flexible, son héritage civilisationnel et son unité sociale se sont fondus en une force unique et indestructible. La défense globale et la dissuasion active de l'Iran constituent une occasion en or de mettre fin à l'hégémonie mondiale. La doctrine historique et civilisationnelle de l'Iran est sans équivoque: le pouvoir ne confère pas de droit, et la domination ne peut servir de fondement à la justice. C'est là le fondement même de l'invincibilité de l'Iran. Le monde pourrait profiter de ce tournant historique, en s'ins-

pirant précisément de cette doctrine de la libération, pour mettre fin à la domination et à l'oppression partout où elles existent. L'exceptionnalisme américain et israélien ont entraîné le monde dans un choix déterminant pour notre époque, entre la force et le droit, la souveraineté et l'asservissement, la dignité et le déshonneur. Il faut que ce contexte serve de signal d'alarme afin de faire prendre conscience aux peuples qu'il existe une autre voie. Il faut que cela incite les gens, partout dans le monde, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remettre en cause les structures qui sous-tendent un système mondial qui bafoue toutes les valeurs morales, y compris le droit à la vie lui-même. L'Iran est la dernière frontière. S'il tombe, l'espoir d'un avenir meilleur et plus éclairé pour le monde mourra avec lui. Nous ne pouvons permettre que cela se produise. L'agression contre l'Iran s'inscrit dans un système de pouvoir mondial qui nous opprime tous. Nous ne pouvons nous permettre de rester les bras croisés et de regarder le totalitarisme arrogant se déchaîner. Notre avenir même dépend du succès de l'Iran.

Nous n'accepterons donc pas l'issue à cette guerre qui implique un retour au statu quo ante. Ceux qui infligent de telles souffrances doivent payer le prix fort pour leurs crimes. Il faut leur faire comprendre que la puissance militaire ne les dispense pas de la responsabilité de respecter les lois dont dépendent la paix et la sécurité de notre monde. A cette fin, nous soutenons les conditions posées par l'Iran pour mettre fin à cette guerre.

Du point de vue de la justice mondiale, les conditions pour mettre fin à cette guerre sont absolues et non négociables:

1. Des garanties contre toute récurrence d'agression et un engagement international juridiquement contraignant garantissant une non-agression future.
2. Le démantèlement immédiat de toutes les installations militaires américaines dans la région.
3. La reconnaissance officielle de la présente agression, la condamnation internationale des agresseurs et le versement de réparations intégrales pour les dommages causés aux personnes et aux biens.
4. L'arrêt immédiat des hostilités sur tous les fronts de la région.
5. Un nouveau régime juridique pour le détroit d'Ormuz, reconnaissant la souveraineté de l'Iran.
6. La traduction en justice et l'extradition des agents des médias anti-iraniens qui ont incité à ce bain de sang.

Nous, soussignés et animés par le même esprit, appelons nos pairs, les penseurs, les universitaires, les institutions de conscience

et les défenseurs de la justice à travers le monde:

- à condamner sans équivoque les Etats-Unis pour leur mépris systématique des conventions internationales et leur retour à l'esprit de cruauté et de barbarie historiques.
- à isoler diplomatiquement et économiquement le régime criminel des Etats-Unis pour ses crimes contre l'humanité en cours.
- à reconnaître le droit inhérent de l'Iran à une politique de dissuasion active contre toute agression non provoquée.
- à exiger la cessation immédiate du terrorisme américain ou soutenu par les Etats-Unis, ainsi que la traduction en justice de ceux qui en sont les commanditaires.

Comme elle l'a toujours fait, l'histoire retiendra le courage de ceux qui refusent de se taire. Nous nous rangeons du côté de la justice – non pas en tant que témoins passifs, mais en tant qu'architectes actifs d'un monde nouveau qui a atteint le seuil où s'effondre l'arrogance et où prévaut la justice. Il faut démanteler la puissance arrogante. Le monde l'exige. La justice y veillera.

Signé en solidarité

**Gordon P. Duff**

Signataires solidaires de ce manifeste:

**Richard Falk** (Etats-Unis), professeur émérite de droit international à l'université de Princeton et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés (2008-2014), auteur ou éditeur de plus de 50 ouvrages sur le droit international et la politique mondiale

**Denis Halliday** (Irlande), ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et coordinateur humanitaire en Irak, lauréat du *Gandhi International Peace Award* (2003)

**Norman Finkelstein** (Etats-Unis), politologue de renommée internationale, fils de survivants de l'Holocauste, ancien professeur aux universités DePaul, Princeton, Rutgers et New York

**Avi Shlaim** (Royaume-Uni), professeur émérite de relations internationales et historien au St Antony's College de l'université d'Oxford, médaillé de la British Academy (2017) pour l'ensemble de son œuvre, lauréat du prix PEN *Hessell-Tiltman* (2024) pour ses écrits historiques

**Hans von Sponeck** (Allemagne), ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et coordinateur humanitaire des Nations unies pour l'Irak.

Et tant d'autres. La liste complète des signataires est disponible sur <https://www.ihrc.org.uk/a-declaration-to-the-conscience-of-humanity/> du 14 avril 2026. Le texte original de la déclaration est sorti pour la première fois sur <https://www.theinteldrop.org/2026/03/30/a-declaration-to-the-conscience-of-humanity/>, daté du 30 mars 2026.

(Traduction *Horizons et débats*)

«La guerre en Iran est le résultat ...»  
suite de la page 2

Peu après la publication de l'article du Times, *Mark Warner*, sénateur démocrate conservateur de Virginie, a accusé Trump de «sous-traiter la politique étrangère américaine». C'est la première fois qu'un membre des grands partis politiques va aussi loin en dénonçant ce qui est soumis à l'omertà imposé. On évoque désormais au Capitole et au sein des organisations juives libérales la possibilité d'imposer des restrictions sur les livraisons d'armes américaines à Israël.

### Pourtant, les choses bougent

Pour l'instant, les affirmations totalement fondées du sénateur Warner restent lettre morte. Et comme l'a souligné Max Blumenthal sur «X», les propositions visant à limiter les livraisons d'armes à l'Etat sioniste se résument jusqu'à présent à des «manœuvres de diversion» politiquement utiles qui maintiennent plus ou moins intact le soutien militaire américain à Israël. Mais on observe aujourd'hui une évolution sur une question qui était restée en suspens pendant des décennies. Je ne vois pas comment l'influence d'Israël et de ses partisans sionistes aux Etats-Unis puisse continuer à figurer parmi les majeurs non-dits américains. La vérité sur les relations américano-israéliennes, telles qu'elles se sont développées au

fil des ans, a enfin été mise au jour. Et pour agir en conséquence, il faut d'abord appeler les choses par leur nom, tout en maintenant la prudence et la circonspection due au problème.

Note de bas de page. Au cours de ses négociations échouées avec les Iraniens, le week-end des 11 et 12 avril au Pakistan, J. D. Vance n'a pas récolté les directives du Président Trump seules – onze appels téléphoniques en 21 heures de pourparlers – mais aussi, selon certaines sources, les vues de Netanyahu. Dans une intervention vidéo, diffusée aussitôt à la télévision israélienne, le Premier ministre israélien s'est vanté du fait – en hébreu – de ce que Vance l'avait appelé, alors qu'il rentrait à Washington, pour lui faire le compte rendu complet des événements survenus à Islamabad, soulignant que ce même Vance, ainsi que d'autres membres de l'administration Trump, «me [Netanyahu] tiennent quotidiennement informés».

<sup>1</sup> <https://www.nytimes.com/2026/04/07/us/politics/trump-iran-war.html> vom 7.4.2026

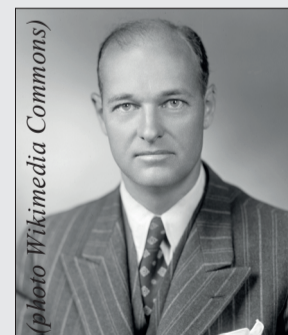
<sup>2</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=0DwDZ8KsF0A>

<sup>3</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=TVmTEA9ViNU>

Publication original sous <https://globalbridge.ch/dieser-krieg-ist-das-ergebnis-eines-staatsstreichs>, le 14.4.2026 ainsi que sur la plate-forme Internet *The Floutist*, le 15.4.2026 (contient le dernier alinéa, ajouté par l'auteur, réd.)

### La stratégie cynique du pouvoir – solidement ancrée dans la politique extérieure des Etats-Unis

*George F. Kennan\** écrivit, en 1948, dans un document de base: «Nous devons observer une grande prudence lorsque nous parlons de faire preuve de 'leadership' en Asie. Nous nous trompons nous-mêmes – et trompons les autres – en prétendant détenir les réponses clés aux problèmes préoccupant bon nombre de ces peuples asiatiques. De plus, nous disposons d'environ 50 % de la richesse mondiale, alors que nous ne représentons que 6,3 % de la population du monde. Cet écart est douloureusement présent dans la conscience des peuples d'Asie. Face à cette donnée indisputable, nous n'évitons pas être l'objet de leurs envies et de leur jalousie. Notre véritable tâche dans les temps à venir consiste à développer un réseau de relations nous permettant de maintenir cette inégalité sans que notre sécurité nationale en soit compromise. Pour atteindre ce but, nous devons renoncer à toute sentimentalité et à tout rêve diurne; par contre, notre attention doit se concentrer partout sur nos objectifs nationaux immédiats. Nous ne devons pas nous bercer dans l'illusion qu'aujourd'hui, nous serions capables de nous permettre le luxe de l'altruisme et de l'utopisme des missionnaires d'un meilleur monde. [...] Nous devrions cesser de parler d'objectifs vagues et – concernant l'Extrême-Orient – irréalistes tels que les



(photo Wikimedia Commons)

droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est plus loin où nous devons faire nos choix face aux concepts qui se prononcent clairement en faveur du pouvoir. Sans doute, à l'aube de ce jour, nous serons bien renseignés à nous comporter selon la devise suivante: «Nous réussirons selon le degré de notre fermeté à dire non à toute tentative d'entraver notre action par des slogans idéalistes.»

\*George F. Kennan (1904–2005) historien, fut conseiller en politique étrangère et diplomate américain. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'était lui à avoir établi le concept de la politique états-unienne d'«endiguement»: le plan visant à encercler militairement l'Union soviétique, stratégie américaine réalisée tout au long de la Guerre froide. La citation est tirée d'un mémorandum, rédigé par Kennan en février 1948, à l'intention du Département d'Etat américain, classé sous «Mémorandum de George Kennan, chef de l'équipe de planification politique du Département d'Etat américain», rédigé le 28 février 1948, déclassifié le 17 juin 1974. George Kennan, *Review of Current Trends, U.S. Foreign Policy, Policy Planning Staff, PPS n° 23; classé top secret. Le document est atteignable par: le Département d'Etat américain, Foreign Relations of the United States, 1948, volume 1, partie 2 (Washington DC Government Printing Office, 1976), 509-529; https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1948v01p2/d4*

(Extrait, traduction *Horizons et débats*)

## Boutcha: quatre années de récits inventés au lieu de faits réels

Tribune libre d'Andreï Youryevitch Grosov, Ambassadeur de la Fédération de Russie en Autriche\*



Andreï Youryevitch Grosov  
(photo ambassade russe à Vienne)

hd. Il y a désormais déjà plus de quatre ans, en mars et avril 2022, que des négociations de paix prometteuses eurent lieu entre la Russie et l'Ukraine. Celles-ci furent torpillées principalement par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Un instrument clé de cet échec a été l'affirmation, habilement relayée par les médias, que les troupes russes avaient perpétré des massacres de civils dans le village de Bucha, au nord de Kiev, lors de leur brève occupation. C'est ainsi qu'on a fait croire à un large public occidental que les troupes russes s'étaient rendues coupables de crimes de guerre des plus graves. Des doutes fondés sur ces affirmations existaient dès le début. Néanmoins, les responsables occidentaux s'en

\* Andreï Youryevitch Grosov est Ambassadeur de la Fédération de Russie en République d'Autriche depuis octobre 2025. Né en 1961, il fut diplômé, en 1983, de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO). Il parle anglais, allemand et français et détient le rang diplomatique d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire conféré par décret du Président de la Fédération de Russie, le 13 septembre 2021. Depuis 1983, Grosov fut chargé de différents mandats au sein du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, dont divers mandats diplomatiques tant au sein de l'administration centrale du ministère qu'à l'étranger. De 2004 à 2005, il accompli le mandat de Chargé d'affaires à l'Ambassade de Russie en Bulgarie. De 2009 à 2014, il fut promu Consul général de Russie à Munich. De septembre 2014 à août 2018, Andreï Youryevitch Grosov a été Directeur adjoint du Premier Département des Etats de la CEI. D'août 2018 à octobre 2025, il fut Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès des organes statutaires et autres des Etats CEI, à Minsk.

tiennent encore aujourd'hui à leur version, comme lors de l'anniversaire de cette année de ces prétendus crimes de guerre. Nous disposons d'un texte de l'Ambassadeur russe à Vienne qui remet une nouvelle fois en question, selon des faits vérifiables, la version occidentale. Nous publions ce texte, notamment en rappelant: *audiatur et altera pars!*

Quatre ans après les événements de Boutcha, il n'y a pas de clarté, mais une absence frappante de faits. Au lieu d'une enquête indépendante et transparente, nous assistons encore aujourd'hui à la reproduction continue d'un récit présenté dès le début par Kiev et ses soutiens occidentaux comme une vérité incontestable – sans preuves tangibles, sans examen critique, sans laisser place au doute.

Les événements de l'époque ne constituent pas une tragédie élucidée, mais une provocation délibérément mise en scène, dont l'objectif politique était clair dès le départ: discréditer la Russie sur la scène internationale, torpiller les négociations et justifier une nouvelle escalade – y compris des sanctions de grande envergure.

Les parallèles avec l'Histoire sont difficiles à ignorer. Dès 1944, des accusations similaires avaient été portées contre l'Armée rouge à Nemmersdorf, en Prusse orientale – des accusations qui ont été ensuite démasquées comme des falsifications de propagande ciblées. Aujourd'hui, ceux qui accusent la Russie recourent à des méthodes étonnamment similaires: démotivation, préjugés et occultation systématique des faits contradictoires.

Pourtant, les questions en suspens sont nombreuses – et elles n'ont jamais reçu de réponse: pourquoi n'existe-t-il toujours pas de liste complète des prétendues victimes de Boutcha, alors que la Russie a adressé à plusieurs reprises des demandes en ce sens à des organisations internationales, y compris les Nations unies? Pourquoi ces demandes restent-elles sans réponse? Comment expliquer que les images de cadavres dans les rues, diffusées dans le monde entier, ne soient apparues que plusieurs jours après le retrait des troupes russes? Pourquoi les médias

locaux ni le maire n'ont-ils fait état d'exécutions de masse présumées immédiatement après le retrait?

Les incohérences suivantes sont encore plus graves: l'affirmation selon laquelle les victimes auraient été tuées dès fin février ou début mars contredit l'état des corps ne présentant aucun signe typique de décomposition sur les images publiées. Dans les conditions climatiques d'un printemps doux, un tel état n'est tout simplement pas plausible après plusieurs semaines passées en plein air. La question de savoir où et quand ces personnes ont réellement trouvé la mort reste également sans réponse. Les méthodes médico-légales modernes pourraient apporter des réponses précises, mais les données correspondantes ne sont pas publiées. Au lieu de cela, on affirme de manière générale que ce sont des soldats russes ayant commis ces actes, sans présenter de preuves vérifiables.

D'autres questions s'imposent: pourquoi n'y a-t-il pas de traces de sang sous les corps sur de nombreuses photos? Cela pourrait indiquer un éventuel déplacement des corps. Pourquoi beaucoup de morts ont-ils été retrouvés avec des brassards blancs – un symbole que les civils portaient à l'époque pour signaler leur neutralité ou leur sympathie envers les troupes russes? Cette donnée pourra indiquer que ces personnes ont été prises pour cible en tant que «collaborateurs», ce après l'entrée des unités ukrainiennes. Pourquoi la police nationale ukrainienne a-t-elle lancé des «opérations de nettoyage» immédiatement après l'invasion? Et pourquoi, dans le discours occidental, les témoignages, notamment ceux de combattants étrangers faisant état de violences contre des civils, sont-ils systématiquement occultés?

Enfin, on peut se demander pourquoi des explications déviant de la version officielle – telles que la mort de civils à la suite de tirs d'artillerie pendant les combats – ont été d'emblée écartées. Même sur les images publiées, on peut voir des cratères d'impact – autre élément réel témoignant que ces éléments ne cadrent pas avec l'image toute faite des événements, répandue massivement. Tout cela ne donne pas une

image cohérente d'une tragédie élucidée et classée, mais plutôt celle d'un récit manipulé dans un but stratégique, qui reste à ce jour à l'abri de toute remise en question critique.

Le rôle des médias occidentaux et des acteurs politiques, reprenant la version officielle occidentale et diffusant ces informations massivement et presque sans réserve est particulièrement préoccupant. Au lieu de faire preuve de rigueur journalistique, les médias ont rendu compte de la situation de manière partielle, ce qui a eu de lourdes conséquences politiques. Aujourd'hui, le sujet est à nouveau abordé, accompagné de mises en scène pathétiques et de cérémonies commémoratives. Mais celles-ci servent moins à éclairer les esprits qu'à maintenir un récit destiné à garantir la poursuite du soutien politique et financier à Kiev – tant en Ukraine qu'au sein de l'Union européenne.

Des responsables politiques autrichiens et européens se sont également joints à ce chœur pourtant dissonant, comme l'illustre actuellement la Ministre des Affaires étrangères *Meinl-Reisinger*, qui reprend avec empressement les récits ukrainiens réclamant la mise en place d'un «tribunal spécial». On pourrait toutefois s'épargner cet effort – ainsi que le financement généreux de l'UE prévu à cet effet. Après tout, pour ces cercles, le présumé coupable a déjà été identifié. Un tribunal orchestré par l'Ukraine et financé par l'UE n'aura aucun intérêt à établir la vérité.

Les réponses aux questions posées dans cet article ne seront sans doute jamais fournies par le régime ukrainien, car elles mèneraient à la vérité sur les événements survenus dans la petite localité de Boutcha, il y a quatre ans. Hélas, la vérité semble être la dernière chose à intéresser les dirigeants de Kiev ainsi que les actuels dirigeants de l'UE. Sans réponses aux questions centrales, Boutcha reste non seulement un symbole de souffrance, mais aussi un exemple illustrant la rapidité avec laquelle, en période de tensions géopolitiques, des récits fabriqués de toutes pièces prennent le pas sur les faits.

(Traduction *Horizons et débats*)

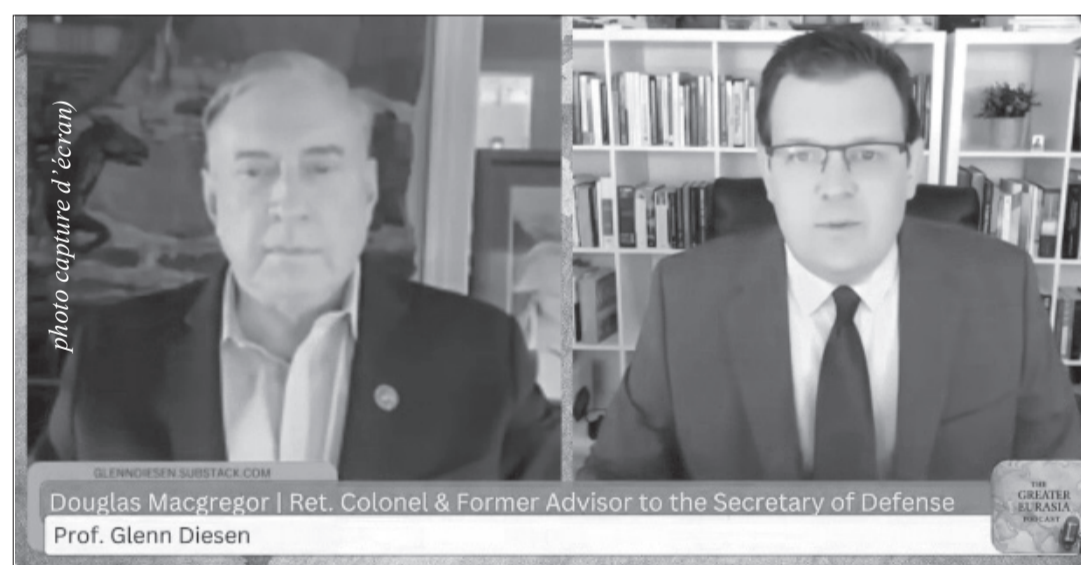
## Que deviendra l'Europe?

Extrait d'une conversation entre le politologue norvégien Glenn Diesen et l'ancien Colonel de l'armée américaine et conseiller gouvernemental Douglas Macgregor

Glenn Diesen: [...] Les Européens envisagent de construire une OTAN sans les Etats-Unis – une OTAN différente. Et tandis que la situation [en Ukraine] continue de se détériorer, les Européens semblent persister dans leur escalade.

Ils envoient des drones en Ukraine en grand nombre et, apparemment, ils laissent leur propre territoire servir à attaquer les côtes russes de la mer Baltique. La Russie avertit désormais que toutes les usines qui fabriquent ces drones sont désormais considérées comme des cibles légitimes. Où pensez-vous que tout cela va nous mener? Car il semble – je ne sais même pas comment l'exprimer – qu'il y ait une sorte de panique, ou plutôt d'aveuglement volontaire, massive. Je ne sais pas quel mot décrit le mieux ce qui se passe en Europe en ce moment. Il n'y a pratiquement aucune réflexion stratégique. C'est simplement une obsession: vaincre la Russie. Parallèlement, les armes s'épuisent. Le manque de moyens semble être compensé par une rhétorique de plus en plus agressive, et toutes les lignes rouges sont ignorées. Où cela va-t-il nous mener, selon vous?

Douglas Macgregor: J'ai le sentiment que la déformation des véritables intentions de la Russie – qui n'ont jamais impliqué la conquête de qui que ce soit – disparaîtra lors d'une crise énergétique que les gouvernements actuels, notamment en Europe occidentale, seront incapables de maîtriser. Je crois que ce sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Les dirigeants mondialistes qui veulent prolonger cette guerre contre la Russie ne pourront plus le faire, car ils seront chassés du pouvoir. Je suis encore surpris que nous n'ayons pas encore assisté à des soulèvements populaires dans des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. Je pense que cela se produira à l'avenir. La situation en Angleterre, en



Douglas Macgregor | Ret. Colonel & Former Advisor to the Secretary of Defense  
Prof. Glenn Diesen

Ecosse, en Irlande et au Pays de Galles est très grave. Nous avons déjà vu les Irlandais descendre dans la rue. Et je pense que nous en verrons d'autres.

Ces manifestations en Irlande pourraient être le signal d'alarme pour les îles Britanniques. Je l'espère. Mais ceux qui tirent les ficelles au Parlement sont tout simplement complètement déconnectés de la réalité. Ils ont récemment rejeté de nouveaux permis de forage en mer du Nord, alors qu'ils savent pertinemment qu'il y a d'immenses réserves de pétrole et que la demande énergétique est colossale. Malgré cela, nous avons toujours affaire à des gens qui vivent dans un monde imaginaire où l'énergie éolienne et solaire sont censées remplacer les énergies fossiles. Cela n'arrivera pas, du moins pas de cette façon. Peut-être qu'un jour le rêve de *Tesla* d'extraire de l'énergie directement de l'atmosphère deviendra réalité. Mais en attendant, nous devons faire avec ce que nous avons. C'est ce qui nous permet de survivre. Je pense que les Euro-

peens prennent progressivement conscience de cette réalité.

Et je pense qu'en Allemagne, nous assisterons finalement à un retour au *status quo ante*. Cela signifie que les personnes actuellement au pouvoir ne seront plus là, et nous serons contraints de redémarrer les centrales nucléaires. Et une fois ces personnes destituées, nous devons trouver un accord avec Moscou. Et nous le devrions. Toutes les insultes, les injures et les mensonges proférés à l'encontre de Moscou doivent cesser. C'est toutefois difficile tant que les médias seront contrôlés par ces gouvernements mondialistes. Les médias n'ont pas dit la vérité. Ils ont présenté l'Ukraine comme une sorte de collectif rayonnant de patriotes luttant désespérément pour leur liberté. C'est un pur non-sens. Nous avons manipulé les Ukrainiens pour qu'ils attaquent la Russie. Nous les avons encouragés. Nous avons délibérément précipité les choses.

Quand je dis «nous», je parle de nous et des Européens. L'OTAN est finie – exacte-

ment ce que j'avais prédit dès le début de cette crise, en janvier 2022. Et je l'ai dit à l'époque: l'OTAN est finie. Les Européens doivent trouver leur propre voie, une voie qui leur convienne. Et je pense que cela arrivera tôt ou tard. J'espère que ce sera bientôt. Car le Président *Poutine* a contenu l'usage de la puissance militaire russe. Il a délibérément choisi de ne pas l'utiliser pleinement. Il a tout ce qu'il faut pour mettre fin à cette guerre de manière décisive cette année – cela ne fait aucun doute. Il a également les moyens de raser de vastes zones dans les pays baltes, en Allemagne, en Pologne, ou ailleurs – y compris en Grande-Bretagne, ne l'oublions pas – là où sont fabriqués ces drones utilisés contre les infrastructures et les citoyens russes. Il a reconnu tout cela. Il a rejeté ces mesures. Il a retenu les forces armées. Les Russes veulent agir, lui non. J'espère sincèrement que les gouvernements européens auront une longueur d'avance sur la Russie. Vraiment, car ce serait une catastrophe si cette guerre s'étendait à l'Europe. Et les Européens d'aujourd'hui n'ont plus peur de la guerre. Ils ne comprennent plus à quel point elle peut être dévastatrice. Je pense que lorsque ces gouvernements seront remplacés, de nouvelles personnes arriveront et se comporteront différemment. Et cet homme, *Zelensky*, et la corruption qui gangrène ce régime, ses fondements mêmes – c'est, franchement, le pire crime imaginable – doivent être dénoncés. La vérité doit éclater, inaliénée.

Source: [https://www.video-translations.org/transcripts/3738\\_Diesen\\_2026\\_04\\_21\\_de-DE.pdf](https://www.video-translations.org/transcripts/3738_Diesen_2026_04_21_de-DE.pdf), 22 avril 2026

(extrait légèrement modifié par *Horizons et débats*)

# Le Chancelier allemand provoque-t-il une guerre avec la Russie?

par Karl-Jürgen Müller

«Friedrich Merz est catholique romain. Il est profondément ancré dans la foi catholique [...] et considère que sa foi lui impose de travailler pour la paix et la liberté.» – C'est ainsi que l'on est instruit en consultant l'IA de Google en saisissant les mots-clés «catholique» et «Friedrich Merz».

En mai 2025, quelques jours après son élection au poste de Chancelier fédéral, Merz s'était également rendu à Rome pour l'inauguration pontificale de Léon XIV et y tenir une conférence de presse.<sup>1</sup> Merz avait alors parlé d'un «moment exaltant», d'un «événement majeur». On lui a demandé: «Dans son discours, le Pape a critiqué les systèmes économiques exploitant les ressources et marginalisant les pauvres. En l'écoutant dire ceci, qu'en pensez-vous?» Merz répond: «Je ne me sens que très peu concerné par ce qui est appelé, en Allemagne, l'économie sociale de marché.» Il a également été question de la guerre en Ukraine et de sa fin. A ce sujet, le chancelier fédéral a déclaré: «J'ai la ferme impression que, tant les Européens que les Américains, sont fermement déterminés à veiller, ensemble mais désormais de manière ciblée, à ce que cette terrible guerre cesse bientôt.»

Alfred Adler, fondateur de la psychologie individuelle, estimait que les paroles des êtres humains sont souvent sensées éveiller une certaine impression. Et que leurs véritables intentions, ainsi que leur caractère, ne se révèlent que dans leurs actes.

En effet. Si l'on examine les actions de Friedrich Merz, on constate une réalité bien déviante de celle présentée par la réponse de l'IA et des propos cités du chancelier fédéral.

La politique financière, économique et sociale actuelle de l'Allemagne, ainsi que la question de savoir dans quelle mesure l'économie de marché allemande est encore sociale, ne seront pas abordées dans ce texte. Elles méritent une analyse à part. Ce qui se trouve être le centre d'intérêt de beaucoup de citoyens, c'est la politique de guerre du gouvernement allemand en cours. Et là, il faut souligner le lien avec le quotidien des Allemands: ce sont les citoyens, en particulier les plus démunis d'entre eux, qui sont chargés de payer le prix gigantesque engendré par la politique allemande actuelle, résolument belliciste.

Ce n'est un secret pour personne que l'Allemagne, avec un Friedrich Merz au sommet, se réarme massivement: d'ici 2039, la Bundeswehr doit devenir selon lui l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. A cette fin, Friedrich Merz, avant même de devenir chancelier, a fait suspendre le frein à l'endettement allemand prévoyant, dans les dix prochaines années, de contracter plus de 500 milliards d'euros de dettes supplémentaires. Tout le pays est mis au pas pour se montrer «apte à la guerre». L'«ennemi» visé, contre lequel s'adresse cette politique de guerre, est lui aussi clairement désigné depuis longtemps: il s'agit de la Russie. C'est pourquoi l'Ukraine doit poursuivre, par tous les moyens, la guerre contre la Russie. Depuis avril 2014, à la suite d'un changement de gouvernement ukrainien violent et anticonstitutionnel, en février 2014 – soutenu notamment par le gouvernement allemand de l'époque – cette Ukraine mène une guerre contre sa propre population russophone. Elle qualifie sa campagne d'«opération antiterroriste». C'est pour cette raison aussi que les troupes russes ont envahi une partie du pays, le 24 février 2022. La participation allemande à sa guerre ne sert absolument pas la sécurité des Ukrainiens ni celle des Allemands. Par contre: ce sont eux qui sont et seront les perdants de cette guerre: les Ukrainiens à tous égards et de manière directe, y compris leurs morts, les Allemands de manière indirecte, par le biais d'une politique de guerre ruinant leur économie, les finances publiques allemandes ainsi que l'Etat social allemand. Et où sont-ils ceux qui répondent, de manière convainquante: que la Russie doit être «ruinée» et ainsi subir sa «défaite stratégique»?

L'Allemagne est directement impliquée dans la guerre contre la Russie, depuis un certain temps déjà: par des livraisons massives d'armes, la formation de soldats ukrainiens, des conseils militaires, etc. Son gouvernement se vante même de se trouver «en pre-

## Le Pape Léon XIV encourage tous ceux qui œuvrent pour la paix

km. Depuis son accession au pontificat, le Pape Léon XIV se manifeste en tant que voix bénéfique, encourageant l'humanité décidément de faire emploi de sa raison et sa bonne foi dont nous sommes tous dotés, notamment lors de son engagement constant et énergique en faveur de la paix dans une vue globale. Le faisant, le Pape a fait preuve de savoir riposter à certains porteurs de lourdes responsabilités politiques, en dépit de leurs attitudes grossières. Depuis le début de la guerre d'agression américano-israélienne contre l'Iran, le Pape en a témoigné de manière très articulée. Il a poursuivi ses avances résolues notamment lors de son voyage de 11 jours en Afrique, du 13 au 23 avril 2026. Son engagement pour la Paix s'est réitérée lors de son appel face à la communauté chrétienne de Bamenda, au Cameroun, le 16 avril.<sup>1</sup> Lors de cet événement, le Pape s'est montré impressionné des efforts fructueux du pays concernant le rapprochement entre chrétiens et musulmans, en élargissant sa perspective sur le niveau global, dans les termes cités ci-dessous, dignes d'être réfléchis dans le monde entier:

«Jésus nous dit: Heureux les artisans de paix! Malheur, en revanche, à ceux qui détournent les religions et le nom même de Dieu à leurs propres fins, militaires, économiques ou politiques, entraînant ce qui est saint dans ce qu'il y a de plus sordide et de plus sombre. [...]

Les seigneurs de la guerre font semblant de l'ignorer [l'engagement pour la Paix dans le monde], mais il suffit d'un instant pour détruire, alors qu'une vie entière ne suffit souvent pas pour reconstruire.

Ils font semblant de fermer les yeux sur le fait qu'il faut des milliards de dollars pour tuer et dévaster, confronté du fait qu'ils ne retrouvent plus les ressources nécessaires pour soigner, éduquer et relever ce qu'ils détruisent. [...]

La paix n'est pas à inventer: elle est à accueillir – en accueillant nos prochains comme nos frères et comme nos sœurs. Personne ne choisit ni ses frères ni ses sœurs: nous devons simplement nous les accueillir, les uns les autres! Nous formons une seule famille et habitons la même maison, cette merveilleuse planète dont les cultures anciennes ont pris soin mutuellement pendant des millénaires.»

Faisant directement référence au pillage du pays par les Etats néocolonialistes, le Pape y a déclaré:

«Ceux qui dépouillent vos terres de ses ressources investissent généralement une grande partie des profits dans les armes, dans une spirale de déstabilisation et de mort sans fin. C'est un monde à l'envers, une perversion de la création de Dieu que toute conscience honnête doit dénoncer et rejeter, en choisissant ce revirement résolu [...] qui conduit dans la direction opposée, sur la voie durable et riche de la fraternité humaine. Le monde est détruit par quelques dominateurs et maintenu sur pied par une myriade de frères et sœurs solidaires!»

<sup>1</sup><https://www.vatican.va/content/leo-xiv/fr/speeches/2026/april/documents/20260416-camerun-incontro-pace.html>

(Traduction Horizons et débats)

mière ligne aux côtés de l'Ukraine». Le fait que la Russie n'ait pas encore riposté à ces provocations, par sa force militaire, ne garantit en rien que cela puisse durer. L'Allemagne attise la spirale de l'escalade! Jusqu'à ce que la cruche se casse?

Avec la «Déclaration sur un partenariat stratégique entre l'Allemagne et l'Ukraine»<sup>2</sup>, datant du 14 avril 2026, la participation allemande au conflit a même pris une nouvelle dimension. Les accords figurant sous la rubrique «Sécurité» et l'«Accord d'exécution relatif à la fabrication conjointe de drones de combat à longue portée de type Anubis et de drones de combat à moyenne portée de type Seth-X» témoignent d'un intérêt particulier. Ces drones, destinés à la guerre contre la Russie et capables de frapper des cibles situées loin à l'intérieur du territoire russe, seront construits conjointement, sur des sites ukrainiens et allemands.

Au cours des deux dernières semaines, de nombreuses prises de position graves viennent d'être diffusées, notamment dans les médias indépendants. L'article de l'ancienne députée au Bundestag, *Sevim Dagdelen*, s'est particulièrement fait remarquer par son sérieux.<sup>3</sup> Nous nous limiterons ici à un extrait d'un article que *Thomas Röper* – sanctionné par l'UE – vient de publier, le 16 avril, sur son site Internet *Anti-Spiegel*.<sup>4</sup>

«Mercredi [15 avril], il s'est produit quelque chose sans précédent. Le Ministère russe de la Défense a publié une déclaration

dans laquelle il menace d'attaquer ces sites [de production conjointe de drones, réd]. Il met assez clairement en garde la population des pays européens concernés contre toute présence à proximité de ces sites. Il y a déjà eu, par le passé, de nombreux avertissements russes concernant la participation ouverte des pays européens à la guerre. On pourrait donc facilement balayer cet avertissement russe et dire que la Russie ne fait encore qu'un coup de bluff. Mais cet avertissement russe se distingue nettement des précédents, sur un point essentiel. Comme on le sait, à partir de 2022, j'ai participé à plusieurs voyages dans le Donbass, organisés par le Ministère russe de la Défense à l'intention de journalistes étrangers. Pour chaque événement de ce type, un groupe de discussion Telegram était créé pour les participants, dans lequel les questions d'organisation étaient abordées. Il s'agissait par exemple des détails du trajet, des horaires et des lieux de rendez-vous pour les bus, etc. Une fois l'événement terminé, ces groupes de discussion se dissolvaient et plus rien n'y était publié. [...]

Mercredi, tous ces chats ont «repris vie». Le Ministère russe de la Défense a publié son avertissement dans tous les chats; il semble donc avoir tout intérêt à ce que sa déclaration actuelle soit diffusée, en particulier auprès des journalistes étrangers et, par conséquent, du public étranger. J'ajoute donc, par ce qui suit, à titre d'information, le texte intégral de cette déclaration:

## La guerre en Ukraine offre une période faste à l'industrie allemande de l'armement.

Le phénomène est également présent au salon de Hanovre.

**Espoir** : D'autres secteurs souhaitent également profiter du succès de l'industrie de l'armement. La construction mécanique, qui a subi des pertes importantes de volume de production et de chiffre d'affaires ces dernières années, espère des commandes nationales et internationales de la part des entreprises de défense. «Un doublement du chiffre d'affaires du secteur de la défense dans les trois à cinq prochaines années est réaliste pour notre industrie», a déclaré Bertram Kawlath, président de la Fédération allemande des ingénieurs (VDMA), au Frankfurter Allgemeine Zeitung.

**Salon** : L'importance croissante de l'industrie de l'armement est également manifeste au salon de Hanovre, qui s'ouvre aujourd'hui (20 avril 2026). Une quarantaine d'entreprises y présentent des solutions pour une augmentation rapide de la production d'armements. Parmi les invités attendus figurent *Armin Papperger*, PDG de *Rheinmetall*, et *Michael Schöllhorn* d'*Airbus Defence and Space*. Le secteur de l'armement est représenté pour la première fois comme sujet central de cet important salon industriel.

«Marchands de mort». S'enrichir grâce à la guerre. L'industrie allemande de l'armement est en plein essor. (Capture d'écran de la newsletter de la «Neue Zürcher Zeitung» du 20 avril 2026)

«Merchants of Death». Tirer d'immenses profits de la guerre. L'industrie de l'armement allemand face à une immense hausse (capture d'écran, Newsletter du «Neue Zürcher Zeitung» du 20/04/2026)

«D'après les informations disponibles, les gouvernements de plusieurs pays européens ont décidé, le 26 mars 2026, face à l'augmentation des pertes et à l'aggravation de la pénurie de personnel au sein des forces armées ukrainiennes, d'intensifier la production et la livraison de drones destinés à mener des attaques sur le territoire russe en Ukraine. Une augmentation significative de la production de drones pour le régime de Kiev est prévue grâce à des moyens financiers accrus alloués à des entreprises (ukrainiennes) et (communes) dans des pays européens qui fabriquent des drones de combat et leurs composants. Nous considérons cette décision comme une démarche délibérée qui conduit à une escalade dramatique de la situation politico-militaire dans toute l'Europe et à la transformation insidieuse de ces pays en arrière-pays stratégique de l'Ukraine. La mise en œuvre des scénarios d'attaques terroristes contre la Russie annoncés par les représentants du régime de Kiev, impliquant l'utilisation de drones prétendument (ukrainiens) de fabrication européenne, entraîne des conséquences imprévisibles. Au lieu de renforcer la sécurité des Etats européens, les actions des gouvernements européens entraînent de plus en plus ces pays dans la guerre avec la Russie. L'opinion publique européenne devrait non seulement comprendre clairement les véritables causes des menaces qui pèsent sur sa sécurité, mais aussi connaître les adresses et les emplacements des entreprises (ukrainiennes) et (communes) qui fabriquent dans leurs pays des drones et leurs composants destinés à l'Ukraine.»

Vient ensuite une liste de 21 sites, situés principalement dans des pays européens, où sont fabriqués des drones ou leurs composants destinés à l'Ukraine. La liste [...] mentionne également trois entreprises basées en Allemagne: à Munich, il s'agit de *DaVinci Avia GmbH*, un fabricant de drones, et de l'entreprise ukrainienne *Airlogix*, qui produit également des drones en collaboration avec le fabricant de logiciels germano-américain *Auterion*. Selon la déclaration, la troisième entreprise est la société *3W Professional*, située à Hanau, en Hesse.»

On ne constate toutefois aucun signe de considération accrue de la part de l'Allemagne. Au contraire: le 20 avril, le Ministère allemand des Affaires étrangères a publié, sur X: «Notre réponse est claire: nous ne nous laisserons pas intimider. De telles menaces et toutes sortes d'activités d'espionnage en Allemagne sont tout à fait inacceptables. L'ambassadeur russe a été convoqué aujourd'hui à ce sujet.» Nous ne savons pas comment s'est déroulée la conversation au Ministère des Affaires étrangères. Nous savons toutefois ce qu'a déclaré le Ministre russe des Affaires étrangères, *Sergueï Lavrov*, quelques jours auparavant lors d'une conférence internationale à Antalya, en Turquie: «Notre trait de caractère national est la patience. [...] Mais, à un moment donné, la patience atteint ses limites.»

P.S. Le 16 avril 2026, le «Berliner Zeitung» rapporte: «Selon un sondage international, le Chancelier fédéral Friedrich Merz est le chef de gouvernement le moins populaire parmi les grandes démocraties. Comme l'a révélé l'institut américain de sondage *Morning Consult*, seuls 19% des personnes interrogées en Allemagne sont satisfaites de son travail. Dans le même temps, le taux de rejet s'élève à 76% – le chiffre le plus élevé parmi les 24 chefs d'Etat et de gouvernement étudiés.» Qui et quoi donnent à Friedrich Merz le droit d'exposer l'Allemagne à un danger tellement imminent?

<sup>1</sup> <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/merz-amtseinfuehrung-papst-2348326 du 18/05/2025>

<sup>2</sup> <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/9-74430/2420616/2810b1a2113c7d4687e75b472-51397bc/2026-04-14-erklaerung-deutsch-ukrainische-regierungskonsultationen-deutsch-data.pdf?download=1 du 01/04/2026>

<sup>3</sup> <https://www.nachdenkseiten.de/?p=149141 du 16/04/2026>

<sup>4</sup> <https://anti-spiegel.ru/2026/russland-warnt-firmen-zur-gemeinsamen-drohnenproduktion-in-deutschland-sind-legitime-ziele/ du 16/04/2026>

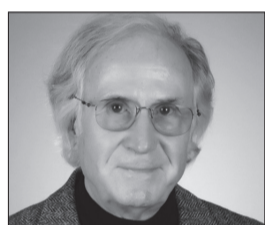
Comment tout a commencé (1<sup>re</sup> partie)

## Sous le joug du «consensus de Washington»

### La stratégie de transformation de l'Occident envers l'Est brise le contrat social

par Arne C. Seifert\*

hd. Trente-cinq ans après la fin du Pacte de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), il apparaît de plus en plus clairement que les décisions et les discours occidentaux adoptés après la fin de la guerre froide doivent faire l'objet d'un examen approfondi et d'un débat. Il est à cet égard judicieux de donner la parole à ceux qui ont été et sont encore des témoins de l'époque et qui, dans un certain sens, sont sortis «victimes» des décisions politiques et économiques hautement problématiques, prises depuis 1990. Arne C. Seifert, ancien ambassadeur de la RDA, apportant depuis de nombreuses années une contribution précieuse à ce débat nécessaire, est un témoin hautement compétent. La première partie de son texte «Comment tout a commencé», publiée ci-dessous, sera complétée, dans les prochaines éditions de *Horizons et débats*, de deux autres parties consacrées aux stratégies transatlantiques d'extension et de maintien du pouvoir ainsi qu'à leurs alternatives. Quant aux deux parties suivantes, la première mettra au centre l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et le processus aboutissant à la CSCE tandis que la partie finale va tracer et commenter les concepts et actions liés à la «guerre froide des valeurs».



Arne Seifert  
(photo mad)

Après la fin de la guerre froide en 1990, l'Occident – et, en particulier, le gouvernement fédéral allemand, très engagé – s'est immédiatement implanté dans les espaces

géopolitiques de l'ancienne sphère d'influence soviétique. Ils ont développé des stratégies de choc, pudiquement qualifiées de stratégies de transformation, d'ambition globale: englober tous les systèmes économiques, politiques et sociaux de cet espace et les convertir simultanément selon le modèle de marché néolibéral occidental. La doctrine directrice, élaborée dans le cadre du «consensus de Washington» pour la transformation économique et sociopolitique de l'ancien espace socialiste, a plongé les Etats y appartenant, notamment leurs économies, dans un séisme dont les répercussions se font sentir aujourd'hui encore.

Les recettes propagées des conseillers émanant des représentants formés selon les sciences politiques de l'Allemagne occidentale ont, elles aussi, promu le caractère universel et radical des exigences occidentales

concernant les orientations de la transformation politique et sociale sous leur régie. Ils recommandaient de mettre en œuvre «simultanément» «un nouvel ordre économique, un nouvel ordre juridique et constitutionnel ainsi que de nouvelles règles d'intégration sociale, c'est-à-dire des règles de reconnaissance sociale et d'appartenance à grande échelle, à l'échelle de sociétés entières». Le but de ces recommandations résidait dans l'attitude de considérer «la complexité des changements comme une refonte simultanée, extrêmement condensée dans le temps et conflictuelle, allant de la substance nationale des relations internes (économie, société et politique) jusqu'au nouveau classement international». La position selon laquelle l'Occident devait piloter de l'extérieur l'orientation de ces processus de transformation dans l'espace post-soviétique s'est exprimée, par exemple, dans le postulat selon lequel «la seule condition sous laquelle l'économie de marché et la démocratie seront capables de s'implanter et prospérer simultanément est que les deux soient imposées à la société par l'extérieur, ce au travers de garanties à long terme par des relations de dépendance internationale».<sup>3</sup>

#### La «transformation» en thérapie de choc

Or, la transformation générale du système des Etats «post-socialistes» et de leurs populations avait été planifiée, dès le départ, comme une «thérapie de choc» et non pas en tant que transformation en «paysages florissants» – selon les termes employés de l'ancien chancelier fédéral *Helmut Kohl*. La «thérapie de choc» était le résultat en forme de «consensus» qui «réflétait l'accord entre les institutions siégeant à la 15<sup>e</sup> et la 19<sup>e</sup> rue à Washington, c'est-à-dire le Trésor états-unien, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale – donc des *think-tanks* très influents – et une majorité d'universitaires de renom, des représentants des médias et, surtout, des intérêts financiers».<sup>4</sup>

L'auteure canadienne *Naomi Klein* a précisé, dans son ouvrage «La stratégie du choc: la montée du capitalisme du désastre»<sup>5</sup> que les nouvelles dimensions de l'économie mondiale qui en résultaient signifiaient que «depuis la fin de l'empire soviétique, c'était le marché qui détiendrait désormais le monopole mondial». Klein écrit: En 1993, «nombre de ministres des finances et de dirigeants de banques pour organiser un grand sommet économique ont discuté ouvertement et sans détours de l'idée de provoquer activement une crise grave [dans les pays en transition] afin de leur imposer la thérapie de choc». L'un des arguments avancés était celui que «seuls les pays qui souffrent vraiment, qui sont donc en effet sous choc, se soumettent à la thérapie, celle du choc».<sup>7</sup>

*Joseph Stiglitz*, prix Nobel en sciences économiques, membre du groupe de conseillers économiques auprès du Président américain *Clinton*, à partir de 1993, économiste en chef et vice-président senior de la Banque mondiale, ayant eu accès aux politiques et aux pratiques du FMI, s'est prononcé, dans son ouvrage «Les ombres de la mondialisation», en ces termes: «La «thérapie de choc», en tant que programme de stabilisation, de libéralisation et de privatisation, n'était bien sûr pas un programme de croissance. [...] Elle a en effet créé les conditions du déclin».<sup>8</sup> A sa question «Qui a ruiné la Russie?», Stiglitz répond, en attribuant clairement la responsabilité là où elle appartient: «Les lignes directrices de politique économique du «Consensus de Washington» ont entraîné une privatisation mal mise en œuvre, qui n'a pas conduit à des gains d'efficacité et à une poussée de croissance, mais par contre à des entreprises démantelées et à un recul de la production.» (ibid., p. 108) «Ce qui importait le plus au FMI, c'était le nombre d'entreprises transférées au secteur privé, nombre acquis à n'importe quelle manière, presque tout le reste étant secondaire.» (ibid., p. 209. «La Russie est rapidement passée du statut de géant industriel à celui d'exportateur de matières premières.» (ibid., p. 104). Selon

Stiglitz, «La précipitation imposée par l'Occident a permis, à une élite dirigée par des bureaucrates internationaux, d'imposer à une population habituée à la réticence, des changements rapides. Il en résulta une économie de marché dans laquelle de nombreux anciens apparatchiks du Parti se virent simplement dotés de pouvoirs élargis pour diriger et exploiter à outrance les entreprises qu'ils avaient déjà dirigées à l'époque communiste, et où d'anciens officiers du KGB continuaient de tenir les leviers du pouvoir. Une nouvelle dimension apparut: quelques nouveaux dirigeants exerçaient un pouvoir politique et économique considérable.» [...] «Il y a eu une «nouvelle» révolution en Russie, celle post-communiste.» (ibid., p. 210)

A ce sujet, Stiglitz explique que «la précipitation du FMI reposait tout autant sur des motivations politiques». La «puissante classe d'oligarques» (ibid., p. 109) que le gouvernement avait mise en place devait «assurer la réélection de Eltsine». [...] «Le programme «loans for shares» [prêts contre achat d'actions, recette recommandée par le FMI] a constitué la dernière phase de l'enrichissement des oligarques, [...] qui ont fini par dominer également la vie politique.» [...] «Les hauts responsables américains et du FMI [...] se sont efforcés à maintenir au pouvoir leurs amis *Boris Eltsine* et les soi-disant «réformateurs»» (ibid., p. 222)

#### La privatisation de l'économie de la RDA comme «thérapie de choc»

L'histoire des années qui ont suivi 1990 a montré que même l'imposition brutale, par le gouvernement fédéral, de l'économie de marché néolibérale en RDA, dans le cadre d'une «thérapie de choc», n'a guère tenu les promesses de retombées économiques promises immédiates, faites généralement aux citoyens de la RDA et des nouveaux Länder. C'est précisément le contraire qui se produisit. La «transformation» de l'économie de la RDA, réalisé par le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire d'une autorité sous le nom fallacieux de «Treuhand» s'est déroulée à un rythme non moins «brutal» que celui de l'exemple russe.

Il en va de même pour la «privatisation choc» qui s'en est suivie, touchant près de 11 000 entreprises et divisions d'entreprises est-allemandes, entre juillet 1990 et décembre 1992. «Dans le sillage de la privatisation, environ 68% des emplois ont été supprimés: sur les 4,1 millions d'emplois que comptait l'«empire de la Treuhand» à la mi-1990, il n'en restait plus qu'environ 1,3 million, fin 1992, dans les entreprises privatisées et celles toujours contrôlées de la «Treuhand». Le nombre de salariés dans l'industrie manufacturière de l'Allemagne de l'Est a chuté entre 1989 et fin 1992, passant de plus de 3,2 millions à environ 750 000.»<sup>9</sup>

#### Erreur de calcul

Le «Consensus de Washington» en faveur de la transformation systémique des anciens régimes socialistes en ensembles étatiques acceptant l'ordre social selon les mythes néolibéraux, fondés sur l'économie de marché, ce recourant au moyen d'une thérapie de choc éco-sociale. La campagne octroyé «loans for shares», (donc «prêts pour l'achat d'actions» synonyme à gain politique (dans ce cas, l'installation d' Eltsine) a grièvement échoué en ce qui concernait la stabilisation de la suprématie mondiale de l'Occident. Le «Consensus» a plutôt généré une conception postcommuniste de l'affirmation du pouvoir dans le contexte de la transition vers l'économie de marché, où la transformation aussi rapide et irréversible que possible du pouvoir politique en propriété était considérée comme la question clé. En conséquence, le pouvoir politique fut, lui aussi, considéré comme une forme de propriété. Il en résulta un genre spécifique de «clan-bureaucratiques» capitalistes et d'élites politiques au pouvoir, constituant une forme de capitalisme qui, aujourd'hui, fait obstacle aux objectifs fondamentaux de l'Occident –

indépendamment de ce comment on juge ces objectifs.

#### En résumé

L'Occident continue de s'obstiner, sans réfléchir, dans ses propres erreurs d'appréciation. Après 1990, il s'est immédiatement engouffré dans les espaces géopolitiques où la domination soviétique avait échoué. L'approche de l'Occident reposait sur l'hypothèse qu'un système libéral de marché, une fois mis en place par l'Occident, ouvrirait, à ses propres intérêts, la Russie et l'espace post-soviétique aux dimensions jusqu'en Asie centrale<sup>10</sup>, ainsi qu'à l'acceptation inconditionnelle, par les Etats d'Europe de l'Est, de ses systèmes institutionnels et normatifs propres à lui. «L'effondrement de l'Union soviétique [a] déclenché un triomphalisme fatal en Occident. Le sentiment d'avoir eu raison au regard de l'histoire mondiale exerçait un effet séduisant.»<sup>11</sup>

Les attentes de l'Occident se sont toutefois révélées naïves inspirant l'impression qu'il adhérerait à l'illusion que tout dépendait uniquement de la volonté des acteurs. A cette époque déjà, il était pourtant suffisamment évident et connu que, sur les marchés mondiaux, des économies nationales ou régionales aux structures économiques et politiques différentes se côtoyaient. A cela s'ajoutait la domination croissante de l'extérieur, au-delà des frontières de l'économie nationale. Cela concerne en particulier la régulation des flux de capitaux par des puissances financières opérant à l'échelle internationale, qui ne sont plus orientées vers l'économie nationale et le bien commun, ne représentant et servant les intérêts et l'idéologie d'un monde financier occidental à impact internationaliste.

Selon Stiglitz, celles-ci ont sapé le «lien qui garantit la cohésion sociale, souvent appelé le «capital social»». Par «saper», Stiglitz entend avant tout la «privatisation» ainsi que la «manière» dont le passage à l'économie de marché a été mis en œuvre «en Russie et dans de nombreux anciens Etats satellites de l'Union soviétique» – sous les contraintes imposées par les adhérents occidentaux de la thérapie de choc: «Le contrat social entre les citoyens et le gouvernement a été rompu, et des questions telles que la pauvreté, les inégalités et le capital social ont été éloigné de sa perception».<sup>12</sup>

<sup>1</sup> Offe, Claus. *Der Tunnel am Ende des Lichts, Erkundungen der politischen Transformation im Neuen Osten*. Campus Verlag, Frankfurt/Main, New York, 1994, p. 19

<sup>2</sup> Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien (Hrsg). *Der Osten Europas im Prozess der Differenzierung*. Carl Hanser Verlag München Wien, 1997, p. 13

<sup>3</sup> Offe, Claus. *Der Tunnel am Ende des Lichts, Erkundungen der politischen Transformation im Neuen Osten*. Campus Verlag, Frankfurt/Main, New York, 1994, p. 65

<sup>4</sup> Marangos, John. *Was Shock Therapy Consistent with the Washington Consensus?*, Department of Economics, Colorado State University, Comparative Economic Studies, 2007, 49, (32–58); <https://www.researchgate.net/publication/5219030>; Naomi Klein. *Die Schocktherapie – Der Aufstieg des Katastrophen-Kapitalismus*. Frankfurt/M 2007

<sup>5</sup> Klein, Naomi. *Die Schocktherapie – Der Aufstieg des Katastrophen-Kapitalismus*. Frankfurt/M 2007

<sup>6</sup> Stiglitz, Joseph. *Die Schatten der Globalisierung*. Goldmann, 2004

<sup>7</sup> Klein, Naomi. *Die Schocktherapie – Der Aufstieg des Katastrophen-Kapitalismus*. Frankfurt/M 2007, p. 335

<sup>8</sup> Stiglitz, Joseph. *Die Schatten der Globalisierung*. Goldmann, 2004, S. 193

<sup>9</sup> Roesler, Jörg. *War der Ansatz der Treuhand eine Alternative?* Helle Panke, Berlin 2019

<sup>10</sup> Die VR China lehnte jegliche Angebote für «Transformationshilfe» aus dem Westen ab.

<sup>11</sup> Habermas, Jürgen. *Zur Verfassung Europas*. Suhrkamp Berlin, 2011, p. 103

<sup>12</sup> Stiglitz, Joseph. *Die Schatten der Globalisierung*. Goldmann, 2004, p. 217f.

\* Dr. Dr. h.c. Arne Clemens Seifert (né en 1937 à Berlin), docteur honoris causa, ambassadeur (à la retraite), chercheur principal à l'Institut WeltTrends de politique internationale de Potsdam. A. C. Seifert a étudié à l'Institut des relations internationales de Moscou, où il s'est spécialisé sur la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, et a obtenu son diplôme en 1963. Il a soutenu sa thèse de doctorat à l'Institut du mouvement ouvrier international de Berlin en 1977 s'ayant vu désigner par le doctorat honoris causa de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, en 2017. De 1964 à 1990, au Ministère des Affaires étrangères de la RDA, Seifert a occupé de différentes fonctions à haute responsabilité: chef du Département des Etats arabes (travaux sur le terrain en Egypte et en Jordanie); chef de regroupement des secteurs Irak, Iran et Afghanistan; assistant de recherche auprès du Vice-ministre pour l'Asie et l'Afrique; ambassadeur au Koweït de 1982 à 1987 ainsi que chef de département de 1987 à 1990. Après 1990, il a assumé son mandat au sein de la mission de l'OSCE au Tadjikistan. Conseiller pour l'Asie centrale au Centre de recherche de l'OSCE (CORE) à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg, spécialisé dans les recherches sur l'OSCE et l'Asie centrale: prévention des conflits civils, transformation, islam politique, relations islamoséculières et processus politiques. Parmi ses publications récentes: *Dialog und Transformation – 25 Jahre OSZE- und Zentralasienforschung*, Nomos; *Islamischer Aufbruch in Zentralasien – Spezifika religiöser Radikalisierungsprävention*, OSZE-Jahrbuch Bd. 24, 2018; *Friedliche Koexistenz in unserer Zeit – Der neue Kalte Krieg und die Friedensfrage*, WeltTrends 2021; *Regelbasierte internationale Ordnung versus post-koloniale Emanzipation – Grenzen und Sackgassen eines globalen Hegemonieprojekts*, WeltTrends 2022.

# Notre humanité, une réalité intérieure à cultiver

par Dr Eliane Perret, pédagogue curative et psychologue

Nécessité oblige. Face aux actuels développements de destruction et de violence régnant sur terre que chacun se doit de contester, une nécessité s'impose: une éducation humanitaire fondée sur l'éthique. En effet, qui-conque suit l'actualité ne peut que constater avec indignation et horreur ce qu'il voit. Des accords en vertu du droit des peuples, le droit humanitaire et la *Déclaration universelle des droits de l'homme* ont été bafoués et sont devenus caducs. Des traités dans lesquels l'humanité a atteint la proscription des armes anéantissant la vie, ayant régulé le désarmement entre les Blocs d'antan ont été remplacés, de façon unilatérale, par un présumé «ordre basé sur des règles». Aujourd'hui, la propagande de guerre étouffe l'information honnête, créant la confusion parmi les êtres humains. *Mirjana Spoljaric*, Présidente du *Comité international de la Croix Rouge*, CICR, a récemment répondu en public, à la question d'un journaliste qui l'interpellait si nous nous trouvions dans une autre guerre mondiale, en ces termes: «C'est l'histoire qui en jugera» pour y ajouter: «Lorsqu'en 1939, les partis de guerre s'y sont mêlées, personne n'a parlé d'une «Deuxième Guerre mondiale». Mais on a constaté en effet que l'ampleur des brutalités et de la violence déchaînées actuellement n'est pas moins dévastatrice que beaucoup de dérives perpétrées pendant les guerres mondiales.»<sup>1</sup>

A l'époque – après des millions de morts, de destructions, de désespoir et de grande misère humaine causés par cette guerre, on avait conclu, au sein de ONU, des traités fondant la loi internationale pour ériger une digue de protection contre de nouvelles guerres. Ainsi en 1946, l'Assemblée générale de ONU a mandaté sa *Commission des droits de l'homme* d'élaborer un document universel qui devrait instaurer la base pour que, à l'avenir, l'humanité trouve enfin moyen d'épargner au monde les atrocités et la barbarie innées aux guerres. Cette charte devra créer un cadre définitif pour que l'humanité renoue avec la tradition innée à chaque culture à garantir, à tous, la dignité de leur vie. Pour sa création, on a convoqué dans la commission des représentants de renom du monde entier, pour que leurs différentes bases et racines juridiques, philosophiques et culturelles, incontournables et indispensables pour fonder l'œuvre à impact général, soient représentés dans ce document. Après une procédure de débats approfondis, durant deux ans, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* a pu être adoptée le 10 décembre 1948 par l'assemblée générale de l'ONU – un espoir unique pour un monde paisible!

## Le fondement: une éthique commune

Cet acquis a également constitué un défi éducatif: la jeune génération devait donc grandir et être éduquée dans cet esprit. Pour la première fois dans l'histoire, tous les peuples et toutes les nations se sont engagés envers une éthique partagée entre eux – fondement d'un monde garantissant plus d'équité dans ses rapports et de régler leurs conflits dans le respect mutuel. Plus que jamais, dans le monde d'aujourd'hui, où le respect de la paix semble s'être perdu, nous devons nous consacrer à cette tâche avec le plus grand sérieux et la plus grande urgence dans les écoles du monde entier. Le véritable sens de ce document doit être transmis à la jeune génération. Complémentaire au droit international humanitaire, il offre un guide précieux pour comprendre et résister aux actes de pure destruction qui menacent l'humanité dans son essence.

Il ne s'agit pas de transmettre seulement des connaissances purement factices. Nos jeunes générations sont les garants de la coexistence humaine de demain. Par conséquent, l'esprit humanitaire inscrit dans ces documents doit retrouver une place centrale dans nos pensées, nos sentiments et nos actions, partout dans ce monde.

La communauté scolaire, au même titre que la famille, est le cadre idéal pour accomplir cette noble mission. C'est là que des enfants de tous horizons se côtoient et peuvent être guidés pour construire leur apprentissage et leur vie en société dans un esprit d'humanité grâce à une culture de paix. La salle de classe a toujours été un lieu idéal pour traiter chaque

être humain – sans distinction de sexe, de religion ou d'origine socioculturelle – en tant qu'égal dans ses droits envers autrui. Instruits de quelques principes de comportement bien expliqués, nos jeunes apprennent vite à les vivre, ce qui est favorable au climat de respect réciproque – à pratiquer la tolérance, à résoudre les conflits pacifiquement, à assumer ses responsabilités envers leurs camarades, et à développer le respect de leur propre culture autant que celle des autres. Les jeunes peuvent y apprendre à vivre dans le respect de la dignité d'autrui, à pratiquer la tolérance, à résoudre les conflits pacifiquement, à assumer leurs responsabilités envers eux-mêmes et leurs camarades, et à développer le respect de leur propre culture et celle des autres. Chaque enfant a besoin de cette éducation fondamentale pour pouvoir pleinement s'épanouir en tant que membre à part entière de la famille humaine.

Cet héritage des générations précédentes doit être ravivé, consciemment assumé et résolument intégré au programme scolaire du primaire. Il s'agit d'un des objectifs éducatifs des fondateurs de notre système d'enseignement primaire, inscrit dans de nombreuses lois relatives à l'école primaire. L'intention était de poser les fondements des futurs acteurs d'une démocratie dynamique.

Aujourd'hui, ce défi éducatif est d'autant plus urgent à réinstaller puisque nos écoles modernes ont largement négligés ces objectifs sociaux de base. Ces dernières années, elle s'est vu transformer vers un organisme de plus en plus axé sur ce que les transformateurs appellent significativement «capital humain» et «clients» favorisant chez nos jeunes l'élitisme au détriment de la solidarité. Or, les enfants et les jeunes ne sont pas ainsi par nature, même si l'on observe ces dernières années une tentative croissante de les réduire à l'état d'objets d'une commercialisation abêtissante. Ils sont réceptifs, et même intrinsèquement réceptifs, à l'entraide et le soutien mutuel, fondamentalement innés à la nature humaine.

## La classe, un petit monde partagé

L'exemple d'une classe d'enfants de onze ans peut servir à l'illustrer. Sous la direction de leur enseignante, ils ont travaillé sur la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Parmi eux se trouvent *Anna, Rachel, Jasmin, Liam, Afeni, Marco, Arjun, Isabella* et *Sajeel*, pour ne dénommer qu'un groupe. Comme l'indique leurs prénoms, ce groupe d'enfants est très divers, issus de milieux familiaux variés. Ils viennent de différents pays, appartenant à différentes religions. Certains ont dû fuir de leur pays avec leur famille, certains ayant été exposés à des événements traumatisants. D'autres, par contre, ont grandi chez nous, souvent dans un environnement très protégé.

Au moment auquel je fais allusion, ils se trouvent assis ensemble dans une salle de classe, dans leur petit monde partagé. Cela leur donne l'occasion de faire connaissance mutuellement. Une partie du projet de l'enseignante consiste à ce qu'ils se parlent de leurs pays d'origine. Par exemple, ce qu'ils appréciaient là-bas et qui leur manque aujourd'hui, mais aussi ce qu'ils aiment dans leur nouveau pays. Face à tant de différents, ce qui reste ensemble évoque l'étonnement! L'enseignante se rend compte qu'elle trouvera un public intéressé lorsqu'elle abordera le sujet de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Bien sûr, le langage et le vocabulaire du document ne sont pas faciles, elle le sait. Mais en tant qu'enseignante expé-



Article 16: Droit au mariage et à la famille.



Article 18: Liberté de pensée, de conscience et de religion.



Article 4: Interdiction de l'esclavage.

riementée, elle sait comment expliquer aux enfants les origines, le contexte historique et le contenu du document, de manière adaptée à leur âge. Cela inclut le contexte historique de la Déclaration ainsi que son poids pour un monde partagé et pacifique. Parmi les articles, elle a sélectionné ceux qui sont pertinents pour la situation actuelle des enfants tout en les illustrant par des textes qui se prêtent à une lecture en commun. Les enfants n'avaient aucune difficulté à approfondir ces articles, à la fois par le moyen de petits dessins et par la lecture d'un texte court et explicatif. Parfois, ils demandaient à l'enseignante de les aider à formuler leurs phrases. Bientôt, ils souhaiteraient créer un petit livre regroupant les contributions de tous les élèves: c'est leur projet commun, une idée pleine d'inspiration.

## Arjun, Liam, Rachel et Afeni

Il y aurait tant à dire sur ce projet de classe! Donnons-en donc la voix à quelques enfants au moins. Commençons par Arjun. Il s'intéresse particulièrement à l'article 16 traitant du droit au mariage et à la famille. Ses parents tamouls ont fui le Sri Lanka pour la Suisse alors qu'ils étaient jeunes étudiants, ayant accompli un itinéraire complexe et exigeant pour enfin obtenir l'asile politique. C'était le seul moyen pour eux d'éviter d'être arrêtés par la police secrète du gouvernement, comme cela avait été le cas pour certains de leurs proches. Arjun connaît l'histoire de son peuple et les violations des droits de l'homme dont il a été victime. Ses parents le lui ont raconté. Il sait aussi que sa mère rêve souvent du vent et de la mer espérant de retourner un jour à son île. Dans ces circonstances, la famille et la communauté tamoule sont un

soutien essentiel. Arjun parle souvent avec enthousiasme des nombreuses fêtes dans la communauté tamoule, des occasions où lui et ses amis se réunissent pour chanter et danser, renouant ainsi avec leurs racines hindoues. Il a tant à partager avec ses camarades et à immortaliser ses aventures au pays de refuge en photos.

Son ami Liam a choisi l'article 3, le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté, notant ceci: «J'ai choisi ce droit fondamental car je crois que tous les êtres humains devraient vivre en liberté et ne pas être emprisonnés sans raison. La police doit garantir la sécurité et les lois définissent le bien et le mal pour tous.»

Dans la classe se trouve également Rachel. Sa famille vit en Suisse depuis des générations faisant partie de la communauté juive. Pour Rachel, le week-end commence le vendredi soir, à des heures différentes, selon la saison. Elle explique comment ils célèbrent ensemble le Shabbat et les fêtes juives.

Aux cours d'éthique, elle s'est toujours intéressée aux différentes origines des religions et s'est donc concentrée sur l'article 18, qui traite de la liberté de pensée, de conscience et de religion. Elle a noté ceci: «J'ai choisi le droit à la liberté de croyance et de religion car la religion d'une personne importe peu. Chacun aspire à la paix et ne souhaite pas la guerre. Chaque religion a ses fêtes, ses croyances et ses prières pour la paix. La loi et moi-même sommes d'accord: il ne devrait pas y avoir de guerre entre les religions. Nous sommes tous des êtres humains.»

Enfin, la parole est à Afeni. Son père est ghanéen, sa mère suisse. Elle a choisi l'article 4, l'interdiction du servage, de l'esclavage et de la traite. Ses parents lui ont beaucoup parlé du pays d'origine de son père et des enfants y vivant. Le fait qu'il soit possible de traiter des êtres humains comme des marchandises la révolte, elle écrit donc: «J'ai choisi l'interdiction de l'esclavage car je trouve cela profondément injuste. J'ai vu beaucoup d'images et entendu beaucoup d'histoires. J'espère que l'esclavage disparaîtra bientôt du monde. J'espère qu'il n'y aura plus d'enfants soldats.»

D'autres enfants explorent les droits à l'éducation, au travail et aux loisirs. Cela les amène à créer des images, des textes et des récits qu'ils peuvent partager avec la classe et compiler dans un petit livre. Cette sélection personnelle des droits humains est également instructive pour l'enseignante. Elle lui donne des indications sur leurs centres d'intérêt, mais aussi sur leurs éventuelles préoccupations – autant de points de départ pour la préparation des leçons à suivre.

## Préserver la voix de l'humanité

Arjun, Liam, Rachel, Afeni et leurs camarades sont entre-temps de jeunes adultes. Ils vivent dans un monde où ces fondements universellement valables de la coexistence sont rarement présents dans les programmes scolaires, et où la formation de jeunes citoyens responsables, dotés d'esprit critique et engagés n'est plus souhaitée. Se laisseront-ils aller à rester de simples observateurs passifs des événements qui bouleversent notre monde, ou auront-ils su préserver ce désir profondément humain de réfléchir, d'agir et de faire preuve de ressentir les injustices avec compassion? Quant à moi, je leur fais confiance souhaitant de tout cœur qu'ils aient su préserver dans leurs âmes cette clé envers des attitudes plus humaines, leur confiée par une de nos écoles. •

<sup>1</sup> Tuchschnid, Benno. «Befinden wir uns bereits im dritten Weltkrieg? Darüber wird die Geschichte richten». Dans: *Sonntagszeitung*, 29/03/2026, p. 10

<sup>2</sup> Les noms et les antécédents familiaux de ces enfants ont été modifiés pour des raisons de protection des données afin qu'aucune conclusion ne puisse être tirée quant à leur identité.

## Association tessinoise pour la neutralité et le travail: non à l'UE – non à l'OTAN

hd. A l'approche du prochain référendum sur l'initiative populaire fédérale «Préserver la neutralité suisse», un «Comité pacifiste et internationaliste pour la neutralité» s'est constitué, il y a deux ans, au Tessin. Selon les initiateurs eux-mêmes, ce comité «se compose d'organisations politiques, d'associations, de collectifs et de militants qui s'engagent contre un rapprochement de la Suisse avec l'OTAN ainsi que pour la paix et la solidarité internationale».

Le texte fondateur ci-dessous donne un aperçu des préoccupations de cette association et montre une fois de plus que la question de la neutralité n'est en aucun cas une question partisane, comme elle ne relève pas uniquement d'une préoccupation politique de tendance centriste-conservatrice. Dans toutes les régions du pays, des personnalités et des cercles politiques réputés plutôt «de gauche» commencent eux aussi à se positionner très clairement en faveur de la neutralité et en soulignant l'importance non seulement pour la politique de paix menée par la Suisse, mais également sur un plan général. En même temps, l'association tessinoise souligne que la cause initialement défendue par la politique dite de gauche, à savoir la défense des intérêts de la population socialement la plus défavorisée, présuppose une prise de distance tant par rapport au diktat de l'UE que vis-à-vis de l'OTAN. Ses revendications plaident également en faveur de la démocratie directe, c'est-à-dire du principe selon lequel les citoyens d'une communauté doivent – en principe – pouvoir décider eux-mêmes de ce qui les concerne directement, au lieu de s'en remettre à une bureaucratie et à une machine étatique qui n'ont jamais été légitimées démocratiquement. L'association réfute également catégoriquement la thèse selon laquelle le fait de ne pas adhérer aux exigences et aux revendications de l'UE et de l'OTAN conduirait à un repli sur soi. Bien au contraire, s'il est



un facteur restreignant réellement et de manière bien plus importante la marge de manœuvre dans la conduite des relations étrangères, c'est bien l'adhésion à un système de pouvoir.

L'association se présente elle-même dans le texte reproduit ci-dessous.

### Qui sommes-nous?

Le contexte international devient de plus en plus tendu et dangereux, et la politique menée par la Suisse est malheureusement de moins en moins favorable à la paix et au dialogue. Au lieu de renforcer et de redynamiser sa neutralité, se présentant ainsi aux yeux du monde entier comme un partenaire digne de confiance, notre pays se plie de plus en plus aux directives de l'OTAN et de l'Union européenne. Cela nuit à sa crédibilité en tant que pays médiateur, met en péril sa propre sécurité nationale et va à l'encontre des intérêts de ses travailleurs.

Nous souhaitons créer une association ouverte à tous ceux qui, quelle que soit leur appartenance politique, considèrent la défense de la neutralité suisse et celle de l'emploi, mais aussi le refus de toute intégration dans l'UE et l'OTAN, comme les priorités absolues de l'agenda politique.

Nous avons défini nos objectifs et nos principes dans un manifeste fondateur.

### Non à l'Union européenne – oui à la souveraineté

La souveraineté est un concept de bon sens dont l'objectif est de disposer démocratiquement du destin de sa communauté. Pour y parvenir, il ne faut pas se replier dans un isolement illusoire, mais diversifier ses partenaires commerciaux et se libérer de la dépendance actuelle envers le bloc euro-atlantique. L'Union européenne est une institution impossible à réformer qui interfère dans les affaires intérieures des Etats nationaux en leur imposant des mesures d'austérité, la privatisation des services publics et la déréglementation du marché du travail. Par ailleurs, en attisant le foyer des conflits au service de l'OTAN et en adoptant des sanctions unilatérales et autodestructrices, l'UE contribue aujourd'hui à appauvrir les travailleurs de tout le continent.

En conséquence, nous estimons non seulement que la Confédération ne devra plus délivrer à Bruxelles son «milliard de cohésion», mais nous revendiquons également la renégociation des accords bilatéraux et refusons catégoriquement l'adhésion de la Suisse à l'UE (qu'elle soit directe ou rampante, actuelle ou future).

Cette adhésion impliquerait en effet de renoncer à notre souveraineté nationale, ce qui nuirait à la défense des droits sociaux, au statut central des institutions publiques nationales et à l'indépendance de notre pays sur la scène internationale. Il faut donc également s'opposer à la signature d'un accord-cadre avec Bruxelles, car cela nous obligerait à nous conformer de manière passive à ses lois. La libre circulation des personnes a jusqu'à

présent entraîné non seulement la déréglementation du monde du travail, intensifiant une «guerre entre pauvres» qui a accru l'exploitation des salariés, mais elle a également alimenté – par le biais du phénomène des «petits patrons» et des travailleurs délocalisés – une concurrence néfaste pour les PME locales elles-mêmes.

### Non à l'Otan – oui à la neutralité

Hélas, la guerre est bel et bien de retour en Europe: notre mission consiste avant tout à ne pas nous laisser entraîner dans ce conflit et à soutenir la désescalade. Le monde auquel nous aspirons suppose en effet que la Suisse s'engage en faveur d'un monde multipolaire, fondé sur la paix et la coopération mutuelle entre les nations. Nous ne pourrions faire valoir nos bons offices diplomatiques pour mettre fin à la course folle au réarmement à laquelle nous assistons que si nous parvenons à corriger les erreurs commises par l'establishment de Berne: il faut en somme s'en tenir à une politique de «non-alignement» et reconnaître dans la neutralité le fondement de la politique étrangère et de la défense de notre pays.

Nous avons conscience du fait que ces problèmes résultent de l'expansionnisme de l'OTAN et de l'intégration atlantiste progressive des forces armées, et cela concerne aussi celles de la Suisse: c'est la stratégie utilisée par les Etats-Unis pour s'assurer le contrôle du marché européen et l'empêcher de s'ouvrir à l'espace économique eurasiatique florissant dirigé par la Russie et la Chine. Dans ce contexte, nous exigeons donc également que les forces armées respectent scrupuleusement le principe de neutralité et d'indépendance: elles ne doivent pas externaliser vers les Etats-Unis les cours de formation des officiers, elles doivent surmonter les contraintes technologiques étrangères en diversifiant les systèmes d'armement dont dispose l'armée suisse et rapatrier immédiatement nos soldats déployés au Kosovo sous les ordres de puissances étrangères.

Les universités suisses devraient, elles aussi, cesser immédiatement toute collaboration avec le centre de cyberdéfense coopérative de l'OTAN et d'autres institutions similaires dont le caractère académique est douteux, sinon inexistant et qui, en revanche, entraînent notre pays et ses chercheurs dans une dynamique belliciste. Restons fidèles à la devise «Libres et Suisses» des premiers antifascistes tessinois: refusons le climat d'hostilité envers les nations émergentes et n'acceptons en aucun cas l'exportation (même indirecte) de matériel de guerre.

### Non à la précarité et aux inégalités – oui à l'emploi et au service public

La défense de notre souveraineté et l'ouverture aux marchés émergents nous permettraient de mettre en œuvre des réformes

sociales qui redonneraient une bouffée d'oxygène tant aux travailleurs appauvris qu'aux artisans et aux petits entrepreneurs asphyxiés par la concurrence du grand capital transnational. C'est pourquoi il faut interdire les délocalisations d'entreprises à forte valeur ajoutée, stratégiques pour l'intérêt national, et freiner la fuite des cerveaux en investissant dans le droit à l'éducation et dans le plein emploi.

Le marché suisse, aujourd'hui en partie gangrené par un patronat d'origine étrangère) dépourvu de sensibilité sociale et par des infiltrations mafieuses contre lesquelles la justice dispose de trop peu de moyens pour intervenir, peut se développer en mettant l'accent sur trois éléments: la recherche publique, de manière à innover dans le secteur productif; le travail, avec pour objectif de parvenir à un développement harmonieux de la société; et le service public, afin de faire barrage à la marchandisation, aux privatisations et aux libéralisations. Nous sommes en effet conscients que la souveraineté de notre pays se mesure à l'unité populaire qui forge une communauté nationale animée d'un fort sens de la solidarité et capable de combler les inégalités.

Il faut donc défendre le pouvoir d'achat des travailleurs et faire valoir leurs droits: ce n'est qu'une planification économique rationnelle qui permettra au pays de prospérer, mais aussi de redistribuer la richesse de manière équitable; tout comme c'est une gestion socio-économique plus démocratique (où ce ne sont pas les profits des multinationales mais les producteurs qui jouent un rôle central) qui permettra de créer un pays solidaire et donc pacifique. En ce sens, il faut enrayer la précarité qui déstructure la société et attise l'individualisme. C'est dans cette optique que nous luttons pour un service public fort qui s'oppose aux funestes plans de privatisation et d'externalisation de nos ressources mises en œuvre au cours des dernières années. Nous revendiquons donc le rétablissement des anciennes régies fédérales: la poste, les télécommunications, les transports publics et la compagnie aérienne nationale doivent se réinstaller sous le contrôle total de la Confédération et être réduits à une véritable prestation de service public. Simultanément, une planification industrielle publique serait nécessaire pour stimuler et améliorer la production nationale d'électricité tout en diversifiant l'approvisionnement, afin d'éviter toute pénurie énergétique susceptible d'être exploitée par le pouvoir en place pour inciter à acheter de l'électricité à l'UE et, ce faisant, libéraliser notre marché de l'énergie.

(Texte approuvé par l'Assemblée constituante le 25 mai 2024)

Source: [https://noue-nonato.ch/wp-content/uploads/2024/09/NoUEnoNATO\\_manifesto\\_DEF.pdf](https://noue-nonato.ch/wp-content/uploads/2024/09/NoUEnoNATO_manifesto_DEF.pdf)  
(Traduction Horizons et débats)

## «Baume pour nos blessures incurables»

### Une lettre de parents iraniens adressée au Pape Léon XIV

Son Excellence le Pape Léon XIV, vénéré chef des catholiques dans le monde entier

C'est aux mains tremblantes et au cœur lourd de douleur que nous Vous écrivons cette lettre, au milieu des cendres et des ruines des écoles de la ville de Minab, dans le sud de l'Iran. Nous sommes les pères et les mères de nos 168 enfants; ces jours-ci, au lieu de prendre leurs corps palpitants de vie dans nos bras, nous serrons contre notre poitrine leurs cartables brûlés et leurs cahiers tachés de sang – des enfants innocents dont le seul crime fut de se sentir bien en classe, un crime pourtant perpétré sur leurs têtes par l'instigation et le soutien de bellicistes irrationnels.

Votre Sainteté, en ces jours sombres, alors que le bruit terrible des explosions avait rendu le monde sourd face à nos plaintes, l'écho de Vos paroles en appel à la Paix est comme un baume sur nos blessures incurables. Lorsque Vous avez courageusement appelé les puissances mondiales à «diminuer l'ampleur de la violence et des bombardements», nous avons senti, à chacune

de Vos paroles, Votre volonté de sauver nos enfants; ces êtres humains sans défense dont Vous avez tenté de protéger la vie en soulignant «la nécessité de protéger la population civile et de respecter le droit international et les lois humanitaires».

C'est le cœur lourd et dans la perspective divine que Vous avez mis en garde les consciences éveillées du monde en leur rappelant: «La haine s'intensifie, la violence s'aggrave, et beaucoup ont perdu la vie.» Aujourd'hui, les chaises vides dans les salles de classe de Minab témoignent amèrement de cette vérité – une vérité provoquée par la fabrication de bombes américaines, orchestrée par des bellicistes en perte de toute raison. Nous Vous remercions de persister, au milieu du chaos de la guerre, d'élever Votre voix en faveur de la justice et d'avoir rappelé à tous les êtres humains que la Paix et la sécurité durables de nos vies «ne se réalisent ni par la violence ni par les armes, mais par la voie



Deuil commun, en hommage des 168 enfants d'école, froidement ciblés et tués à Minab (photo: Morteza Akhondi, CCBY 4.0)

du dialogue et de la recherche sincère des solutions acceptées par tous»

Nos enfants ne rentreront plus jamais chez eux pour contribuer à construire un avenir meilleur, mais nous, pères et mères en deuil, prions pour que Votre message appelant à «déposer les armes» soit entendu. Sur-

tout lorsque l'Amérique et le régime israélien attisent le feu de ces crimes par des exigences démesurées. Nous Vous demandons de continuer à être la voix des enfants sans voix et de Vous engager pour réouvrir «toutes les voies du dialogue», afin que cesse la construction d'armes et qu'aucun père ni aucune mère, nulle part sur cette terre, ne soit contraint de murmurer une berceuse nocturne sur la pierre tombale de son enfant.

Avec une infinie tristesse et notre profond respect

Un groupe de pères et de mères en deuil des 168 élèves tués, originaires de la ville de Minab, dans la province d'Hormozgan – Iran

Source: <https://x.com/ChristopherHale/status/2045952686328021069>

(Traduction Horizons et débats)